Laboratoire d'Etudes
et de Recherches Economiques
LERECO - Nantes

Rhône-Alpes

CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

SIMULATIONS DES EFFETS REGIONAUX DU PROJET AGENDA 2000

SUR LE REVENU DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FRANÇAISES

Travaux réalisés à partir du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)

François COLSON - Vincent CHATELLIER

Rapport de synthèse

Février 1998

Programme de recherche sur le développement régional
Région Pays de la Loire - INRA DADP

Région des Pays de la Loire

AVANT-PROPOS

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'une convention particulière entre l'INRA de Nantes et la Chambre Régionale d'Agriculture de Rhônes-Alpes.

Elle s'inscrit dans la continuité des travaux conduits en collaboration avec la Chambre Régionale d'Agriculture des Pays de la Loire pour l'organisation d'un observatoire des systèmes d'exploitation (ROSACE). Cette recherche constitue l'un des 25 projets du programme sur le développement régional agricole et agro-alimentaire, financés par la Région Pays de la Loire et l'INRA DADP (Délégation Permanente, à l'Agriculture, au Développement et à la Prospective).

AVERTISSEMENT

Les résultats de cette étude n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction et la diffusion des informations contenues de ce document ne peuvent se faire qu'avec leur accord.

François COLSON (*) et Vincent CHATELLIER (**)

INRA - LERECO
Rue de la Géraudière - BP 71627
44 316 Nantes Cedex 03

(*) Tél : 02-40-67-51-70 - Fax : 02-40-67-50-74 - Email : Colson@nantes.inra.fr

(*) Tél : 02-40-67-51-72 - Fax : 02-40-67-50-74 - Email : Vchatel@nantes.inra.fr

Résumé

Les propositions de la Commission européenne concernant une nouvelle réforme de la Politique agricole commune (Agenda 2000) s'inscrivent dans la continuité de la réforme précédente (mai 1992) qui visait à abaisser les prix des principaux produits agricoles et à octroyer des paiements directs aux exploitations. La simulation de ces propositions montre un accroissement important des aides directes, qui devraient représenter à terme, sur l'ensemble des exploitations agricoles professionnelles françaises, près de 80 % du résultat courant avant impôt (75 % pour les exploitations spécialisées en production de lait, 120 % pour celles de grandes cultures et 170 % pour celles de viande bovine). Cette réforme conduirait de plus à une fragilisation économique des exploitations bovines, notamment des exploitations allaitantes qui disposent de faibles revenus initiaux. Comme le montre les comparaisons régionales effectuées notamment pour les régions Bretagne, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire et Rhônes-Alpes, le projet Agenda 2000 ne permet pas de modifier la hiérarchie des revenus entre les régions.

Mots clés : Revenu - Aides directes - PAC - Agenda 2000 - Elevage bovin

Abstract

The European Commission proposal « Agenda 2000 » is a continuation of the former may 1992 reform, which consisted of prices falls for the main agricultural products, compensated by direct subsidies to farmers. The simulation of this proposal shows an increase of direct subsidies which should represent nearly 80% of the net farm income for the whole french professionnal farms (75% for the specialised dairy farms, 120% for the field crops farms and 170% for the suckler farms). As far as the income is concerned, this reform proposal would weaken cattle farms, particularly suckler farms who have smaller incomes (-27800 FF of the net income which rises 151 700 FF). The simulation shows that « Agenda 2000 » is not able to modify the income hierarchy between french regions.

Keys words : Income - Direct subsidies - CAP - Cattle farms - FADN

SOMMAIRE

INTRODUCTION 1

1- La construction d'une typologie de l'élevage bovin et la méthode de simulation

Le scénario proposé dans l'Agenda 2000 2

2- Les résultats globaux de l'application du projet Agenda 2000 3

Une forte réduction de la valeur ajoutée brute 4

Des effets différenciés entre les exploitations agricoles de chaque région 5

L'augmentation du poids des aides directes dans la formation du revenu 6

Une réduction du différentiel d'aides à l'hectare entre la SCOP et les surfaces fourragères

La concentration des aides directes et la proposition du plafonnement 8

3- Les effets différenciés selon les orientations de production

Une baisse d'EBE de 9 % pour les exploitations de grandes cultures 11

Une hausse importante des aides directes pour les exploitations laitières 12

Une pénalisation forte des exploitations productrices de viande bovine 13

CONCLUSION 15

BIBLIOGRAPHIE 16

ANNEXES 17

Annexes 1 : Analyse pour les 22 regions françaises 18

Annexes 2 : Analyse pour 4 regions, toutes orientations de production confondues 37

Annexes 3 : Analyse pour 4 regions sur les exploitations de céréales et grandes cultures 46

Annexes 4 : Analyse pour 4 regions sur les exploitations laitières spécialisées 54

Annexes 5 : Analyse pour 4 regions sur les exploitations spécialisées en viande bovine 63

Annexes 6 : Analyse pour 4 regions sur les exploitations lait-viande 72

Annexes 7 : Analyse pour 4 regions sur les exploitations Elevage et cultures 81

Simulations des effets régionaux du projet Agenda 2000 sur le revenu des exploitations agricoles françaises

- - - - - - - - - -

François COLSON et Vincent CHATELLIER

Laboratoire d'Etudes et de Recherches Economiques - INRA
Rue de la Géraudière BP 71627 - 44316 Nantes

Introduction

La Commission européenne a présenté le 16 juillet 1997 ses propositions concernant les perspectives de développement de l'Union Européenne et de ses politiques pour le siècle prochain (Commission européenne, 1997). La communication intitulée « Agenda 2000 » envisage notamment une nouvelle réforme de la Politique agricole commune (PAC) et plus particulièrement une révision du mode de fonctionnement des organisations communes de marchés des céréales, de la viande bovine et du lait. Dans la continuité de la réforme de la PAC de 1992, ces propositions portent sur une nouvelle baisse des prix compensée partiellement par des paiements directs aux exploitations agricoles. Elles sont justifiées selon les experts de la Commission pour trois raisons principales : le risque de nouveaux déséquilibres sur les marchés des céréales et de la viande bovine (Institut de l'Elevage, 1996); l'élargissement futur de l'Union aux pays d'Europe centrale ; les contraintes imposées par la préparation des nouvelles négociations multilatérales (réduction du soutien interne et découplage des aides directes), organisées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (APCA, 1997).

Dans ce contexte, ce document s'attache à présenter les résultats de simulations des effets potentiels de cette réforme sur le revenu des agriculteurs français et sur la répartition des aides publiques entre les exploitations agricoles. L'analyse présente ici l'impact détaillé de ces changements sur les exploitations agricoles de quatre régions (Pays de la Loire, Bretagne, Midi-Pyrénées et Rhônes-Alpes)[1]. Les résultats sont présentés, dans un premier temps, toutes orientations de production confondues, puis pour les trois groupes d'orientations les plus directement concernés par le projet de réforme : céréales et grandes cultures (OTEX13+14), lait-spécialisé (OTEX 41) et viande bovine (OTEX 42).

[1] L'analyse écrite ci-après porte uniquement sur ces quatre régions. Cependant, des résultats de simulation sur l'ensemble des régions sont présentés en annexes.

1- La construction d'une typologie de l'élevage bovin et la méthode de simulation

L'analyse est réalisée à partir des informations contenues dans le fichier national du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) de 1995. L'échantillon (7 232 exploitations) représente, après application des coefficients individuels d'extrapolation, 428 700 exploitations dites professionnelles[2]. Celles-ci représentent 58 % de l'ensemble des exploitations agricoles françaises, mais elles détiennent 90 % de la superficie agricole, assurent 95 % de la production agricole finale et regroupent 93 % des aides directes versées à l'agriculture. Le plan de sélection des exploitations selon la méthode des quotas (par région, orientation de production et classe de dimension économique) et la diversité des variables disponibles (techniques, économiques et financières) font de l'outil RICA un support pertinent pour évaluer l'impact différencié des politiques agricoles.

Le scénario proposé dans l'Agenda 2000

La simulation est réalisée à structure, productivité et volume constants sur la base des données du RICA de 1995 actualisées à l'année 1996. L'actualisation porte sur les variation de prix de 1995 à 1996 pour les principaux produits et intrants et la diminution de la surface céréalière mise en jachère. Pour la viande bovine, le prix de 1995 a été conservé comme référence pour éviter de prendre en compte la situation exceptionnelle de 1996, liée au phénomène ESB (baisse de prix compensée par des aides). Les propositions de réforme sont appliquées, de façon mécanique, telles qu'elles sont formulées dans la communication « Agenda 2000 », tant en matière de baisse de prix, d'augmentation des aides que de suppression de l'obligation de jachère[3].

– La baisse des prix est appliquée sous la forme d'une diminution du produit brut de -20 % pour les céréales, de -30% pour la viande bovine et de -10% pour le lait. L'hypothèse d'une baisse du prix des aliments concentrés achetés de 5% est intégrée pour tenir compte de l'effet induit d'une réduction du prix des céréales.

– L'évolution des aides directes est la suivante : progression des aides céréalières de 54 à 66 ECU par tonne sur la base des rendements de référence actuels ; remplacement des aides actuelles aux oléagineux et protéagineux par une aide unique à l'hectare de 66 ECU par tonne (+7 ECU/tonne pour les oléagineux) sur la base d'un rendement moyen de 6 tonnes par hectare ; suppression de l'aide sur les superficies de maïs fourrage ; revalorisation des primes aux vaches allaitantes (de 145 ECU à 215 ECU par tête) et aux bovins mâles (de 135 à 368 ECU pour le versement unique à 10 mois et de 109 à 232 ECU pour le versement en deux fois à 10 et 22 mois) ; instauration d'une prime de 215 ECU par vache laitière présente.

---

[2] En France, une exploitation est considérée comme "professionnelle" dès lors qu'elle assure l'emploi d'au moins 0,75 Unité de Travail Annuelle (UTA) et que sa Marge Brute Standard (MBS) est supérieure à 8 Unités de Dimension Économique (soit un chiffre d'affaires voisin de 140 000 francs).

[3] Sur les surfaces rendues disponibles, la production de grandes cultures est simulée au *prorata* des proportions entre céréales/oléagineux/protéagineux pratiquées sur les surfaces actuelles (ce qui est une approximation forte qui ne prend pas en compte l'intérêt différencié pour les trois types de cultures avec la nouvelle distribution des primes).

Quatre régions à dominante élevage bovin

Les quatre régions (Pays de la Loire, Bretagne, Rhônes-Alpes et Midi-Pyrénées) ont été choisies pour permettre de réaliser une analyse comparative des effets de l'Agenda 2000 en fonction de la diversité des niveaux d'intensification et de dimension économique.

Tableau 1 : La répartition des exploitations agricoles selon les orientations de production
(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Céréales et grandes cultures (OTEX 13+14)	6 %	8 %	28 %	12 %	22 %
Lait spécialisé (OTEX 41)	24 %	42 %	9 %	23 %	18 %
Viande bovine (OTEX 42)	14 %	4 %	12 %	7 %	10 %
Lait viande (OTEX 43)	13 %	5 %	2 %	3 %	4 %
Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82)	23 %	16 %	42 %	24 %	24 %
Autres OTEX	20 %	25 %	7 %	31 %	22 %
Ensemble (en %)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Ensemble (en nombre d'exploitations)	38 300	42 800	38 900	34 300	428 700

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Les exploitations bovines sont dominantes dans les quatre régions (tableau 1). Les exploitations spécialisées pour le lait (OTEX 41) sont très présentes en Bretagne (42 %), en Rhônes-Alpes (24 %) et en Pays de la Loire (23 %). Celles spécialisées en viande bovine (OTEX 42) sont proportionnellement plus nombreuses en Pays de la Loire (14 %) et Midi-Pyrénées (12 %) qu'en Rhônes-Alpes (7 %) et Bretagne (4 %). Les élevages mixtes lait-viande jouent un rôle important en Pays de la Loire, où ils représentent 13 % de l'ensemble des exploitations agricoles. La région Midi-Pyrénées dispose d'une forte proportion d'exploitations de type élevage et cultures (42 %), Rhônes-Alpes et Pays de la Loire étant dans la moyenne nationale (24 %), devant la Bretagne où les élevages hors-sols sont particulièrement développés.

2- Les résultats globaux de l'application du projet Agenda 2000

L'application mécanique du projet Agenda 2000 sur le champ des exploitations professionnelles conduit, en France, à une réduction de la production agricole finale de 19,3 milliards de francs (dont 10,2 milliards pour la viande bovine, 5,1 milliards pour le lait et 4 milliards pour les céréales) et à une baisse des achats d'aliments concentrés de 1,7 milliards (tableau 2). L'augmentation des charges de 2,6 milliards de francs est lié à la mise en cultures des superficies antérieurement en jachères.

L'augmentation globale des aides directes, soit 12,1 milliards de francs en France, résulte de l'augmentation de certains postes (+ 8,4 milliards pour les aides céréales hors maïs fourrage, + 6,5 milliards pour les vaches laitières, +3,6 milliards de francs pour les bovins mâles, + 1,6 milliards pour les vaches allaitantes) et de la baisse d'autres postes (- 3,8 milliards pour les aides jachères, - 3,6 milliards pour le maïs fourrage, - 0,5 milliards pour les oléo-protéagineux). Les aides SCOP - hors maïs ensilage - augmentent de 4,1 milliards soit environ 350 francs par hectare. L'augmentation des aides directes est plus importante pour le secteur de l'élevage bovin (8 milliards de francs).

Tableau 2 : L'impact détaillé du projet Agenda 2000 sur les exploitations agricoles :
(Variation 1996-2000, en millions de francs par région)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations agricoles	38 300	42 800	.8 900	34 300	428 700
Variation de produits d'exploitation	-2 610	-2 400	-1 000	-890	-19 320
- dont COP	-190	-200	-190	-130	-3 990
- dont viande bovine	-1 700	-1 120	-640	-430	-10 210
- dont lait	-720	-1 070	-170	-320	-5 110
Variation de charges culturales	130	80	240	90	2 650
Variation de charges en aliments concentrés	-310	-590	-80	-60	-1 710
Variation d'aides directes	1 460	1 300	480	560	12 160
- dont COP (hors maïs fourrage)	480	420	100	110	4 050
- dont maïs fourrage	-780	-750	-130	-120	-3 630
- dont primes aux bovins mâles	690	320	80	70	3 600
- dont primes aux vaches allaitantes	200	40	180	50	1 570
- dont aides vaches laitières	870	1 280	240	460	6 560

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

La suppression de l'aide sur les superficies de maïs fourrage conduit dans les régions Pays de la Loire et Bretagne, à une réduction d'aides directes proche de 700 millions de francs (annexe p33). En Rhône-Alpes et dans la région Midi-Pyrénées, la pénalisation due à la suppression de ces aides est plus faible. Elles sont par contre très touchées par les faibles compensations des baisses de prix de la viande bovine (peu de primes aux bovins mâles).

Une forte réduction de la valeur ajoutée brute

Les propositions Agenda 2000 entraînent, en France, à une perte de 7 % de la production agricole (exprimée en valeur) et de 19% de la valeur ajoutée brute (tableau 3). Cette baisse de la valeur ajoutée brute se retrouve dans toutes les régions françaises avec cependant des écarts liés notamment à la part relative des exploitations spécialisées en viande bovine. Elle est plus forte dans les régions Pays de la Loire (-24 %) et Midi-Pyrénées (-23 %) qu'en Rhônes-Alpes (-14 %) et Bretagne (-14 %).

Tableau 3 : L'évolution globale des soldes intermédiaires de gestion entre 1996 et Agenda 2000 :
(Projet Agenda 2000 - en millions de francs par région)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Production agricole (1996)	28 200	37 400	14 900	15 300	273 400
Variation de la production (1996-2000)	-2 600	-2 400	-1 000	-890	-19 320
Variation de la production (1996-2000) - En %	-9 %	-6 %	-7 %	-6 %	-7 %
Valeur ajoutée brute (1996)	10 100	13 800	4 900	6 700	106 800
Variation de la valeur ajoutée brute (1996-2000)	-2 430	-1 890	-1 160	-920	-20 260
Variation de la valeur ajoutée brute - En %	-24 %	-14 %	-23 %	-14 %	-19 %
Aides directes totales 1996	3 800	2 300	4 900	1 900	47 100
Variation des aides directes (1996-2000)	1 460	1 300	480	560	12 160
Variation des aides directes (1996-2000) - En %	39 %	56 %	10 %	29 %	26 %
Excédent brut d'exploitation 1996	12 100	15 200	8 900	7 300	133 600
Variation d'EBE (1996-2000)	-970	-590	-680	-360	-8 100
Variation d'EBE (1996-2000) - En %	-8 %	-4 %	-8 %	-5 %	-6 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Avec l'Agenda 2000, la croissance des aides directes est proportionnellement plus importante dans les régions laitières, où les niveaux initiaux d'aides directes par exploitation sont largement plus faibles que dans les régions céréalières (annexe p25). La progression des aides est de 56 % en Bretagne, 39 % en Pays de la Loire, 29 % en Rhônes-Alpes et seulement 10 % en Midi-Pyrénées.

La variation moyenne d'EBE, qui est fortement dépendante des hypothèses testées en matière d'évolution de prix des produits agricoles, est de -8% en Pays de la Loire et en Midi-Pyrénées, de -5 % en Rhônes-Alpes et de -4 % en Bretagne. Dans ce scénario, la perte globale d'EBE est particulièrement forte pour la région des Pays de la Loire (-970 millions de francs) où les exploitations intensives et spécialisées en production de viande bovine sont nombreuses. L'Agenda 2000 ne conduit cependant pas à une modification de la hiérarchie des revenus entre les exploitations des différentes régions administratives (annexe p20). Ainsi, le Limousin qui est la région la plus pénalisée en terme relatif par ce projet de réforme (-24 % du résultat courant moyen régional) est également la région qui présente après Agenda 2000 le plus faible résultat courant moyen des vingt-deux régions françaises (annexe p22).

Des effets différenciés entre les exploitations agricoles

Ces évolutions moyennes d'EBE ne doivent pas masquer l'existence d'effets différenciés entre les exploitations agricoles de chacune des régions (annexe p21). Ces effets s'expliquent par un ensemble de facteurs : le type d'assolement (poids des oléagineux, des protéagineux et de la jachère dans la SCOP ; importance des superficies de maïs fourrage) ; le niveau de productivité (position à l'égard du rendement moyen départemental conditionnant l'octroi des aides céréalières ; rendement laitier réel en comparaison de celui pris en compte pour le calcul de la prime à la vache laitière) et le degré de spécialisation.

La distribution de la variation d'EBE entre 1996 et Agenda 2000 laisse apparaître que 11 % des exploitations agricoles françaises subissent une perte d'EBE supérieure à 20 % (tableau 4). Cette proportion s'élève à 20 % dans la région Midi-Pyrénées et à 19 % dans les Pays de la Loire. Les exploitations qui bénéficient de façon significative de ce projet de réforme (hausse supérieure à 10 % de l'EBE) sont peu nombreuses, elles représentent seulement 4 % de l'ensemble des exploitations agricoles françaises. En Bretagne et en Pays de la Loire, ces exploitations relèvent essentiellement des productions avicoles et porcines (du fait de notre hypothèse de baisse du prix de l'aliment) alors qu'en Rhônes-Alpes et Midi-Pyrénées, elles correspondent surtout aux élevages laitiers à faible rendement par vache.

Tableau 4 : La dispersion de la variation d'EBE entre 1996 et Agenda 2000 :
(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	> -20 %	-10 à -20 %	0 à -10 %	0 à 10 %	> 10 %	Ensemble
Pays de la Loire	19 %	31 %	26 %	18 %	6 %	100 %
Bretagne	10 %	30 %	34 %	21 %	5 %	100 %
Midi-Pyrénées	20 %	23 %	36 %	19 %	2 %	100 %
Rhônes-Alpes	8 %	14 %	42 %	33 %	3 %	100 %
France	11 %	23 %	37 %	25 %	4 %	100 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Dans l'hypothèse d'une évolution plus favorable des prix des produits agricoles (-5 % pour le blé tendre ; -15 % pour les céréales secondaires ; -20 % pour la viande bovine et -5% pour le lait), l'impact du projet Agenda 2000 serait, à niveaux d'aides identiques, globalement neutre au niveau national et pour les régions Pays de la Loire et Midi-Pyrénées. En Bretagne et en Rhônes-Alpes, une légère hausse d'EBE pourrait être observée compte tenu du poids important des exploitations laitières.

L'augmentation du poids des aides directes dans la formation du revenu

Le projet Agenda 2000, dans le prolongement de la réforme de la PAC de 1992, renforce le rôle du contribuable dans le financement de la politique agricole européenne et accentue le poids des aides directes dans la formation des revenus agricoles (annexe p30). Entre 1996 et Agenda 2000, le montant des aides directes par exploitation progresse globalement, de 25 % en France. Il atteint 138 200 francs à terme, soit 77 200 francs par actif agricole. Sur l'ensemble des exploitations agricoles françaises, le poids des aides directes passe alors de 35 à 47 % de l'EBE et de 57 % à 79 % du résultat courant avant impôt[4].

[4] Le rapport aides directes / résultat courant s'élève en moyenne , après Agenda 2000, à 117 % en grandes cultures ; 75 % en lait spécialisé ; 171 % en viande bovine ; 104 % en Lait viande ; 95 % en Elevage et cultures ; 27 % en Hors-sol ; 8 % dans les autres OTEX.

La dépendance à l'égard des aides directes varie selon les régions en fonction du poids relatif des différentes orientations de production. Après Agenda 2000, les aides directes représentent 47 % de l'EBE dans la région des Pays de la Loire (136 400 F) et 66 % de l'EBE dans la région Midi-Pyrénées (138 300 F) (tableau 5). Le montant moyen d'aides directes par exploitation reste plus faible en Bretagne (84 300 F soit 25 % de l'EBE) et en Rhônes-Alpes (72 100 F soit 36 % de l'EBE).

Tableau 5 : L'évolution du montant des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 :
(en francs par exploitation et en %)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Aides directes 1996 / Exploitation - (F)	98 300	54 000	125 900	55 700	109 800
Aides directes 2000 / Exploitation - (F)	136 400	84 300	138 300	72 100	138 200
Aides directes 1996 / UTA - (F)	53 400	32 500	72 800	31 500	61 300
Aides directes 2000 / UTA - (F)	74 100	50 800	79 900	40 800	77 200
Aides directes 1996 / EBE 1996 - (%)	31 %	15 %	55 %	26 %	35 %
Aides directes 2000 / EBE 2000 - (%)	47 %	25 %	66 %	36 %	47 %
Aides directes 1996 / Résultat courant 1996 - (%)	49 %	24 %	87 %	41 %	57 %
Aides directes 2000 / Résultat courant 2000 - (%)	79 %	41 %	109 %	57 %	79 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Au terme de l'application du projet Agenda 2000, 38 % des exploitations agricoles françaises ont un montant d'aides directes supérieur à leur résultat courant (tableau 6). Cette proportion est de 76 % pour les 42 500 exploitations spécialisées en viande bovine ; de 55 % pour les 93 000 exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures ; de 47 % pour les 19 200 exploitations lait-viande et de 30% pour les 76 200 exploitations laitières spécialisées.

Tableau 6 : La répartition des exploitations selon le poids des aides directes dans le résultat courant
(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	25 % <	25 à 50 %	50 à 100 %	100 à 150 %	>150 %	Ensemble
Pays de la Loire	14 %	13 %	31 %	21 %	23 %	100 %
Bretagne	23 %	30 %	33 %	7 %	8 %	100 %
Midi-Pyrénées	6 %	7 %	37 %	21 %	30 %	100 %
Rhônes-Alpes	30 %	11 %	32 %	15 %	12 %	100 %
France	19 %	10 %	33 %	17 %	21 %	100 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

La part des exploitations agricoles pour lesquelles le montant d'aides directes représente moins de la moitié du résultat courant est de 13 % dans la région Midi-Pyrénées, de 27 % en Pays de la Loire, de 41 % en Rhônes-Alpes et de 53 % en Bretagne.

Une réduction du différentiel d'aides à l'hectare entre la SCOP et les surfaces fourragères

Rapportées à l'hectare éligible (SCOP + Surface fourragère principale, y compris les superficies de maïs fourrage), les aides directes passent, en moyenne nationale de 2 060 francs en 1996 à 2 590 francs après Agenda 2000 (tableau 7). Dans les régions intensives de l'Ouest de la France, l'instauration de la prime à la vache laitière et la revalorisation de la prime spéciale aux bovins mâles conduisent à une croissance plus rapide des montants d'aides directes par hectare (annexe p31).

Tableau 7 : L'évolution du montant d'aides directes par hectare entre 1996 et Agenda 2000

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Aides directes 1996 / hectare (SCOP+SFP) - (F)	1 840	1 470	2 440	1 790	2 060
Aides directes 2000 / hectare (SCOP+SFP) - (F)	2 550	2 290	2 680	2 310	2 590
Aides à l'élevage 1996 / hectare de SFP - (F)	1 430	1 070	1 790	1 250	1 340
Aides à l'élevage 2000 / hectare de SFP - (F)	2 180	1 930	2 180	1 920	2 060

Aides à l'élevage = PSBM+PMTVA+PCO+aides maïs+Primes vaches laitières+ICH+primes à l'herbe Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Le projet Agenda 2000 concerne principalement le secteur de l'élevage bovin. Le montant des aides destinées à l'élevage (regroupant la prime spéciale aux bovins mâles, la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, la prime compensatrice ovine, la prime aux vaches laitières, les aides sur les superficies de maïs fourrage, les indemnités compensatoires de handicaps géographiques et les aides agri-environnementales) passe de 1 340 francs à 2 060 francs par hectare de surface fourragère. Ces écarts, entre régions, du montant moyen d'aides par hectare restent importants du fait notamment de la non prise en compte d'une modification du plan de régionalisation des aides SCOP.

La concentration des aides directes et la proposition d'un plafonnement

Après Agenda 2000, 20 % des exploitations agricoles françaises concentrent 50 % de l'ensemble des aides directes et 34 % de l'EBE. Près de 13 % des exploitations ont plus de 300 000 francs d'aides directes alors que dans le même temps 26 % d'entre elles ont moins de 50 000 francs.

Les 11 500 exploitations ayant plus de 500 000 francs d'aides directes ont en moyenne 233 hectares de superficie agricole (tableau 8). Le poids des aides directes dans l'EBE augmente avec le montant d'aides directes par exploitation montrant ainsi la relative fragilité des unités les plus soutenues. Ces dernières, qui ont une moindre efficacité productive (ratio valeur ajoutée brute / production agricole), sont peu pénalisées par le projet Agenda 2000. Celui-ci ne modifie pas la hiérarchie des revenus qui est très liée à la surface, et en l'absence de plafonnement, au montant des aides directes reçues.

Tableau 8 : La répartition des exploitations selon le montant d'aides directes 2000
(Résultats moyens 2000 par exploitation agricole - analyse en France entière)

	50 kF <	50-100 kF	100-150 kF	150-200 kF	200-300 kF	300-400 kF	400-500 kF	>500 kF
Nombre d'exploitations	113 200	98 400	73 700	49 400	47 700	22 600	12 300	11 400
Unité de travail agricole (UTA)	2,05	1,59	1,60	1,67	1,73	1,84	2,04	2,44
Unité de travail familial (UTAF)	1,37	1,42	1,47	1,49	1,52	1,55	1,74	1,78
Superficie agricole utile	17	38	56	72	96	130	163	233
Production agricole	623 300	413 900	488 800	541 000	674 500	866 000	1 029 300	1 365 300
Aides directes	17 000	74 500	123 900	172 500	244 000	342 100	446 500	654 000
EBE	255 200	191 600	242 800	283 700	374 600	493 500	604 100	819 700
Résultat courant	160 200	115 500	143 700	164 900	224 500	289 500	349 000	453 700
Aides directes / EBE	7 %	39 %	51 %	61 %	65 %	69 %	74 %	80 %
Résultat courant / UTAF	116 900	81 400	97 800	110 600	147 700	186 800	200 600	254 900
Variation d'aides 96-2000 (en F)	3 400	19 700	30 400	36 900	48 800	64 600	76 800	90 700
Variation d'EBE 1996-2000 (%)	-1 %	-7 %	-7 %	-8 %	-8 %	-7 %	-8 %	-8 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Pour évaluer les effets potentiels de la mise en application d'un mécanisme de plafonnement des aides PAC, qui est envisagée par la Commission dans son document du 16 juillet, nous proposons un scénario de plafonnement des aides par exploitation avec une modulation en fonction de l'emploi. Le plafond proposé est fixé à 50 000 écus par exploitation agricole, quel que soit son statut juridique. Pour les exploitations ayant plus de deux unités de travail à temps complet (familial ou salarié), le seuil de ce plafond est augmenté de 20 000 écus par emploi supérieur à deux [5].

La simulation du plafonnement s'applique aux aides directes PAC à horizon 2000. Ces aides directes, qui relèvent sur le plan comptable du poste subvention d'exploitation, comprennent les aides sur les superficies de céréales, d'oléo-protéagineux et de jachères, la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA), la prime spéciale aux bovins mâles à 10 et 22 mois (PSBM), la prime aux vaches laitières (PVL), la prime compensatrice ovine (PCO). Les aides agri-environnementales (principalement la prime à l'herbe), les indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN), les aides pour accidents climatiques et les aides locales et régionales ne sont pas soumises au plafonnement car elles sont financées pour partie par les Etats membres et ne relèvent pas des organisations communes des marchés.

[5] Deux exemples : pour une exploitation de 1,5 UTA, le plafond est à 50 000 écus ; pour une exploitation de 3,5 UTA, le plafond est porté à 80 000 écus (50 000 Écus de base, 20 000 Écus par UTA au dessus de deux, soit 30 000 Écus).

Le scénario de plafonnement tel qu'il est proposé concerne, en France, 27 900 exploitations, soit 6,5% des exploitations professionnelles. La modulation du plafonnement en fonction de l'emploi a un effet très important, car, comme le montre la simulation, au niveau national, 5 000 exploitations ayant un montant d'aide supérieur à 50 000 écus évitent ainsi le plafonnement. Les exploitations des quatre régions étudiées sont peu soumises au plafonnement, celui-ci concernant 4 % des exploitations des Pays de la Loire, 4 % en Midi-Pyrénées, 0,3 % en Rhônes-Alpes et 0,1 % en Bretagne. Les régions les plus touchées se rencontrent en Ile de France (35 %), en Picardie (24 %), en Champagne-Ardennes (22 %) et en lorraine (21 %).

Les exploitations plafonnées sont dans leur très grande majorité à dominante céréalière (20 000 dans l'orientation céréales et grandes cultures, où elles représentent 22% des exploitations, et 4 800 dans l'orientation élevage et culture, où elles n'en représentent que 4%). Les exploitations d'élevage bovin sont elles aussi touchées, mais dans une faible proportion, 1 450 en viande bovine (3% des exploitations), 780 en lait viande (4% des exploitations) et 670 en lait spécialisé (1% des exploitations).

Tableau 9 : Les caractéristiques des exploitations selon les classes de plafonnement des aides PAC 2000
(résultats moyens par exploitation selon le positionnement à l'égard du plafonnement)

	Sans plafonnement (*)	Avec plafonnement	Ensemble
Nombre d'exploitations	400 800	27 900	428 700
Unité de travail agricole	1,78	1,83	1,79
- dont UTA salariée	0,33	0,33	0,33
Superficie agricole (en ha)	52	180	60
Production agricole	561 600	1 038 500	592 600
Valeur ajoutée brute	201 600	189 800	201 400
Aides directes	112 900	501 771	138 200
Excédent brut d'exploitation	268 000	634 400	292 600
Résultat courant	162 400	354 400	174 900
Valeur ajoutée / production	36 %	18 %	34 %
Aides directes / résultat courant	68 %	140 %	79 %
Effet du plafonnement	0	-135 700	- 8 800
EBE 2000 / UTAF après plafonnement	183 800	335 300	194 400

(*) Plafonnement à 50 000 Ecus par exploitation + 20 000 par UTA au delà de 2 UTA / exploitation — Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Les 27 900 exploitations concernées par le plafonnement ont, en moyenne, une grande dimension économique et des résultats économiques largement supérieurs à la moyenne (tableau 9). Avec un ratio valeur ajoutée/production agricole de seulement 18 % et un ratio aides directes/résultat courant de 140 %, ces exploitations présentent une efficacité productive limitée et forte dépendance à l'égard du soutien public. Dans ces exploitations, le plafonnement conduit, à une perte moyenne d'EBE de 135 700 francs, le niveau final d'EBE par unité de travail agricole familial demeurant supérieur à la moyenne des exploitations (335 300 F contre 194 400 francs).

3- Les effets différenciés selon les orientations de production

La sensibilité des régions au projet Agenda 2000 est dépendante de la spécialisation des exploitations agricoles. C'est la raison pour laquelle, il apparaît nécessaire de poursuivre l'analyse pour les principales orientations de production concernées par les modifications proposées d'OCM.

Une baisse d'EBE de 9 % pour les exploitations de grandes cultures

Entre 1996 et Agenda 2000, les 93 000 exploitations françaises spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) enregistrent, en moyenne, une baisse de valeur ajoutée brute de 36 %, une hausse d'aides directes de 9 % et un recul d'EBE de 9 % (soit -34 600 francs par exploitation) [6]. Les aides directes, qui s'élèvent en moyenne à 236 300 francs par exploitation au terme de l'application du projet de réforme représentent 68 % de l'EBE et 117 % du résultat courant avant impôt (tableau 10). Du fait de l'alignement des aides aux oléagineux sur le régime en vigueur pour les céréales, la revalorisation des aides est d'autant faible que la part d'oléagineux dans la SCOP est grande.

Les 52 700 exploitations céréalières de grande dimension (plus de 40 UDE ou environ 700 000 francs de chiffre d'affaires) enregistrent une perte moyenne d'EBE de 49 000 francs. Elles conservent cependant un niveau de rémunération du travail nettement supérieur aux autres exploitations agricoles (488 000 francs d'EBE en 1999 contre 292 600 francs toutes orientations de production confondues).

Tableau 10 : L'évolution des résultats des exploitations céréalières entre 1996 et Agenda 2000 :
(Projet Agenda 2000 - en francs par exploitation)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations agricoles	2 450	3 240	10 920	4 200	93 000
Production agricole 1996	598 900	730 800	362 900	422 500	660 200
Variation 1996-2000 (en %)	-6 %	-1 %	-3 %	-4 %	-6 %
Valeur ajoutée brute 1996	142 200	301 300	85 200	155 700	204 700
Variation 1996-2000 (en %)	-49 %	-3%	-49 %	-23 %	-36 %
Aides directes 1996	204 400	32 400	195 900	106 600	216 500
Variation 1996-2000 (en %)	8 %	14 %	1 %	9 %	9 %
EBE 1996	326 100	300 300	260 300	220 000	380 600
Variation 1996-2000 (en %)	-9 %	-1 %	-10 %	-9 %	-9 %
Aides directes 1996 / EBE 1996 (en %)	63 %	11 %	75 %	48 %	57 %
Aides directes 2000 / EBE 2000 (en %)	75 %	12 %	84 %	58 %	68 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

[6] Dans le scénario avec des prix plus favorables, la perte d'EBE est de 3 %.

Pour trois des quatre régions étudiées (Bretagne, Pays de la Loire et Rhônes-Alpes), les exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) sont très peu nombreuses. En Bretagne, ces exploitations ne sont pas orientées vers la production de céréales et ne sont pas concernées par les mécanismes de réforme de l'OCM (annexe p47). En ayant essentiellement des cultures de plein champ dans leur assolement (pomme de terre, etc...), elles disposent d'un montant limité d'aides directes (32 400 francs en 1996) et subissent une très faible perte de valeur ajoutée (-3 % contre -49 % dans la région des Pays de la Loire où les unités spécialisées produisent principalement des céréales et des oléagineux avec l'appui assez fréquent de l'irrigation).

En Midi-Pyrénées, les 10 900 unités spécialisées en grandes cultures sont particulièrement dépendantes des aides directes, celles-ci représentant 84 % de l'EBE après Agenda 2000 (annexe p62). En Rhônes-Alpes, les 4 200 exploitations céréalières sont plus diversifiées tant en matière de cultures mises en œuvre que de taille d'exploitations. Avec une production agricole moyenne légèrement supérieure à celle des exploitations de Midi-Pyrénées, elles ont un montant d'aides directes inférieur de moitié.

Dans le secteur des céréales et des grandes cultures, les effets régionaux observés tiennent essentiellement aux types d'assolement pratiqués. Les régions avec une part importante d'oléo-protéagineux dans la SCOP sont les plus affectées, celles ayant des cultures de plein champ ou du blé dur n'étant pas concernées par le projet de réforme. Une refonte du plan de régionalisation des rendements de référence serait susceptible d'occasionner des transferts importants d'aides entre régions.

Une hausse importante des aides directes pour les exploitations laitières

Les 76 200 exploitations spécialisées en production laitière (OTEX 41) perdent, en moyenne, 17 800 francs d'EBE entre 1996 et Agenda 2000. Cette perte, qui représente 7 % de l'EBE[7], provient pour l'essentiel de la suppression des aides aux superficies de maïs fourrage (-20 200 francs). L'instauration d'une prime forfaitaire à la vache laitière et la revalorisation de la prime aux bovins mâles est susceptible de compenser les baisses de produits lait et viande. Les aides directes progressent en moyenne de 90 %, pour atteindre un niveau par exploitation de 105 800 francs après Agenda 2000 (soit 46 % de l'EBE ou 75 % du résultat courant).

En étant plus massivement concentrées dans les zones intensives avec production de maïs, les 16 200 exploitations laitières de grande dimension économique (plus de 40 UDE) sont plus pénalisées que les autres (-12 % de résultat courant), mais elles conservent, après Agenda 2000, un niveau d'EBE élevé (419 300 francs).

[7] L'EBE augmente de 5 % dans l'hypothèse optimiste de prix.

Tableau 11 : L'évolution des résultats des exploitations laitières entre 1996 et Agenda 2000 :
(Projet Agenda 2000 - en francs par exploitation)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations agricoles	9 050	18 000	3 500	7 750	76 200
Production agricole 1996	628 900	561 200	407 000	418 900	534 200
Variation 1996-2000 (en %)	-14 %	-13 %	-14 %	-13 %	-13 %
Valeur ajoutée brute 1996	229 200	229 200	155 500	176 900	205 800
Variation 1996-2000 (en %)	-57 %	-46 %	-54 %	-39 %	-49 %
Aides directes 1996	65 300	44 100	54 200	50 800	55 500
Variation 1996-2000 (en %)	79 %	93 %	79 %	80 %	91 %
EBE 1996	280 700	262 100	194 200	222 400	249 000
Variation 1996-2000 (en %)	-11 %	-11 %	-6 %	-4 %	-7 %
Aides directes 1996 / EBE 1996 (en %)	35 %	25 %	46 %	35 %	35 %
Aides directes 2000 / EBE 2000 (en %)	75 %	58 %	93 %	67 %	75 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Les exploitations laitières des régions Bretagne et Pays de la Loire subissent avec le projet Agenda 2000 une perte d'EBE de 11 % (tableau 11). Cette baisse d'EBE s'explique essentiellement par la suppression des aides sur les superficies de maïs fourrage qui représentent respectivement 25 600 francs et 31 900 francs par exploitation (annexe p60). De plus, l'hypothèse prise dans cette étude qui consiste à verser une prime compensatoire de la baisse du prix du lait de 215 Ecus par vache laitière, indépendamment des niveaux individuels de productivité, entraîne une plus forte pénalisation des exploitations laitières de ces deux régions où les rendements laitiers sont supérieurs à la moyenne nationale (annexe p56). Les pertes d'EBE sont moindres dans les régions herbagères (-4 % en Rhône-Alpes et -6 % en Midi-Pyrénées), l'aide à la vache laitière (215 Ecus par tête) parvenant à compenser en grande partie la baisse du prix du lait (-10 %). Ces résultats sont dépendants des propositions à venir de la Commission concernant l'évolution de la prime sur les superficies de maïs ensilage et l'éventualité d'une différenciation de l'aide à la vache laitière en fonction des rendements laitiers nationaux et régionaux.

Une pénalisation forte des exploitations productrices de viande bovine

Avec une baisse de 30 % du prix de la viande bovine, les 42 500 exploitations spécialisées en production de viande bovine (OTEX 42) sont fortement fragilisées du fait d'une sous-compensation des pertes de recettes et de revenus initiaux particulièrement limités. En moyenne nationale, la baisse d'EBE est estimée à 29 700 francs par exploitation (soit - 15 % d'EBE ou - 23 % du résultat courant)[8]. La baisse du produit viande bovine (73 600 francs) n'est que partiellement compensée par la revalorisation des aides bovines (44 000 francs dont 24 000 francs pour les primes aux bovins mâles). Les aides directes, représentent après Agenda 2000, 170 400 francs par exploitation (soit l'équivalent de l'EBE).

[8] Ces exploitations sont particulièrement sensibles à l'évolution du prix de la viande et leur EBE ne baisse que de 2 % dans le scénario favorable.

Tableau 12 : L'évolution des résultats des exploitations viande bovine entre 1996 et Agenda 2000 :
(Projet Agenda 2000 - en francs par exploitation)

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations agricoles	5 320	1 690	4 480	2 430	42 500
Production agricole 1996	348 800	264 800	189 800	235 200	283 700
Variation 1996-2000 (en %)	-24 %	-29 %	-28 %	-25 %	-26 %
Valeur ajoutée brute 1996	83 000	110 900	54 900	69 400	79 800
Variation 1996-2000 (en %)	>100 %	>100 %	>100 %	>100 %	>100 %
Aides directes 1996	107 500	60 000	106 100	95 700	126 100
Variation 1996-2000 (en %)	36 %	50 %	26 %	23 %	35 %
EBE 1996	179 500	165 700	157 700	158 900	196 800
Variation 1996-2000 (en %)	-22 %	-27 %	-15 %	-23 %	-15 %
Aides directes 1996 / EBE 1996 (en %)	60 %	36 %	67 %	60 %	64 %
Aides directes 2000 / EBE 2000 (en %)	105 %	74 %	100 %	96 %	102 %

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes

Depuis la réforme de la PAC de 1992, le versement des primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes et des primes spéciales aux bovins mâles en fonction de contraintes de chargement ainsi que l'instauration de la « prime à l'herbe » sont à l'origine d'une réduction significative du différentiel de revenus entre les exploitations bovines spécialisées des régions intensives et extensives. En 1996, le résultat courant moyen des exploitations spécialisées en production de viande bovine est plus faible dans la région des Pays de la Loire qu'en Auvergne et que dans le Limousin.

Avec l'Agenda 2000, la perte d'EBE des exploitations spécialisées en production de viande bovine est importante (tableau 12). Les régions intensives sont pénalisées par la suppression des aides sur les superficies de maïs fourrage (-16 100 francs en Pays de la Loire), mais elles bénéficient d'une forte revalorisation des primes spéciales aux bovins mâles. Dans les régions plus extensives, caractérisées par une production de broutards et de veaux sous la mère, les pertes de revenu proviennent essentiellement de l'insuffisante revalorisation de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes.

Les perspectives d'adaptation des exploitations agricoles

Les résultats des simulations des effets mécaniques du projet Agenda 2000 ne prennent pas en compte les décisions d'adaptation des agriculteurs. Leur modélisation par programmation linéaire, réalisée en complément des travaux à partir du RICA, sur quelques systèmes bovins-types (Colson et al, 1997b), montre sur le court terme une certaine rigidité des systèmes techniques. Elle confirme, dans le cadre de l'Agenda 2000, le maintien de l'incitation à l'intensification des productions bovines dans les zones où il existe une concurrence avec la production de céréales. Cette incitation, contraire aux objectifs affichés, s'explique en partie par la forte revalorisation des primes spéciales aux bovins mâles, qui interroge sur l'évolution de l'offre en viande bovine dans les systèmes laitiers.

A l'avenir, les évolutions de revenu des agriculteurs seront, comme cela est observé depuis la réforme de la PAC de 1992, fortement influencées par le processus de restructuration et de concentration des exploitations et par l'accroissement des gains de productivité du travail (Boyer, 1997). Dans l'hypothèse d'un gain de seulement moitié des tendances observées au cours des années 1991-1996 (- 5 % du nombre d'exploitations par an), les exploitations agricoles peuvent connaître une augmentation de l'ordre de 10 à 15 % d'EBE en francs contants entre 1996 et 2000. Ces effets sont alors très différents entre les exploitations en croissance et les autres.

Conclusion

Les simulations montrent que la proposition « Agenda 2000 » ne modifie pas la hiérarchie des revenus entre les exploitations agricoles. Elles laissent apparaître une baisse du revenu plus importante pour les exploitations spécialisées en viande bovine (-23% du résultat courant avant impôt - RCAI) que pour les exploitations laitières (-11% du RCAI) et céréalières (-15% du RCAI). Elles soulignent le rôle déterminant des aides directes dans la formation du revenu des exploitations agricoles françaises (138 200 F en moyenne, toutes orientations de production confondues). Cette dépendance à l'égard des paiements directs est particulièrement importante pour les exploitations spécialisées en viande bovine (171 % du RCAI), en céréales et grandes cultures (117 %) et en élevage lait-viande (104 %). La hausse des aides directes permet, à court terme, d'apporter une plus grande stabilité économique aux exploitations agricoles confrontées à une baisse importante des prix de marché. Mais cette évolution interroge sur la pérennité du soutien public et sur la signification économique et sociale à donner aux paiements directs, comme le montre les propositions formulées par la Commission sur la mise en place d'un mécanisme de plafonnement et de modulation des aides directes par exploitation.

Les résultats de ces simulations doivent être considérés avec une grande prudence dans la mesure où de nombreuses incertitudes subsistent. Ainsi, il est actuellement difficile de prévoir la répercussion de la baisse envisagée des prix d'intervention sur celle des prix de marché. Dans le secteur de la viande bovine, l'abandon du régime d'intervention et la diversité des types de produits (veaux sous la mère, broutards, jeunes bovins, bœufs, génisses, vaches de réforme, etc...) renforcent encore cette incertitude, même si la plupart des experts s'accordent pour dire que les risques de décrochement entre prix de marchés et prix institutionnels sont plus importants dans ce secteur que dans celui des grandes cultures.

De nombreuses incertitudes existent encore sur le projet de réforme lui même. Elles portent notamment sur les contraintes de chargement qui ne s'appliqueront vraisemblablement pas au secteur laitier et dont les modalités doivent être précisées pour l'octroi des aides aux vaches allaitantes et aux bovins mâles. Elles portent également sur le plafond des primes aux bovins mâles actuellement fixé à quatre-vingt-dix têtes par exploitation. Dans le secteur laitier, les incertitudes concernent la méthode de détermination de l'unité vache laitière éligible à la prime compensatoire de baisse du prix du lait (montant unique ou montant différencié sur la base du rendement laitier moyen national ou régional) et la poursuite des aides versées sur les superficies de maïs ensilage. Par ailleurs, si la pérennisation de la prime à l'herbe est assurée par les pouvoirs publics français, la question du financement communautaire de cette mesure fait encore l'objet de discussion

La proposition de réforme Agenda 2000 s'inscrit dans la perspective d'une adaptation aux règles de l'Organisation mondiale du commerce et de l'entrée prochaine dans l'Union Européenne de certains pays d'Europe Centrale et Orientale. Sa mise en œuvre dépend de l'issue des discussions conduites par les ministres de l'agriculture de chaque pays avec les organisations professionnelles agricoles et les négociations à venir entre les gouvernements des quinze Etats membres de l'Union Européenne.

Bibliographie

APCA, 1997 : La réforme de la PAC et des fonds structurels dans l'Agenda 2000. *Chambres d'Agriculture n°859*, octobre, Paris, 72 p.

BOYER P., 1997 : Les exploitations d'élevage bovin, quatre ans après la réforme de la PAC. *Notes et études économiques*, n°4, juillet, MAPA-DAFE, pp 75-92.

CHATELLIER V., COLSON F., ARNAUD F., GUESDON J.C., KEMPF M., LEGENDRE J., PERROT C., 1997 : La diversité des systèmes d'élevage bovin en France et leur contribution à la production de viande bovine. *INRA Productions animales* 10, pp 227-240.

COLSON F., CHATELLIER V., RIDIER A. 1997a : L'impact des propositions de réforme de la PAC sur les systèmes d'élevage bovin français. Convention INRA -ONILAIT-OFIVAL, octobre, 52 p.

COLSON F. , JACQUET F., RIDIER A. 1997b : Aides directes et extensification de la production, modélisation des effets d'un découplage des aides sur des exploitations bovines en Pays de la Loire. *Economie Rurale* (à paraître), 15 p.

COMMISSION EUROPENNE, 1997 : Les propositions du paquet SANTER. Bruxelles, juillet, 15 p.

INSTITUT DE L'ELEVAGE, 1996 : Viande bovine dans l'Union européenne à 15, perspectives en 2002, un scénario impossible. L*e dossier du GEB* n°249-250; juin-juillet.

LIENARD G., LHERM M., BEBIN D., 1996 : Les exploitations d'élevage bovin allaitant en zones défavorisées : évolution et question. *INRA Productions animales* 9, pp 285-297.

Annexes

P18- Annexe n°1- L'impact Agenda 2000 dans les 22 régions françaises

P37- Annexe n°2- Analyse pour 4 régions - toutes orientations de production confondues

P46- Annexe n°3- Analyse pour 4 régions - Exploitations de céréales et grandes cultures

P54- Annexe n°4- Analyse pour 4 régions - Exploitations laitières spécialisées

P63- Annexe n°5- Analyse pour 4 régions - Exploitations spécialisées en viande bovine

P72- Annexe n°6- Analyse pour 4 régions - Exploitations lait-viande

P81- Annexe n°7- Analyse pour 4 régions - Exploitations Elevage et cultures

Annexe n°1 : L'impact du projet Agenda 2000

dans les différentes régions françaises

P19- L'évolution globale de l'EBE entre 1996 et Agenda 2000 (millions de francs)

P20- L'évolution moyenne de l'EBE entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

P21- La dispersion de la variation d'EBE entre 1996 et Agenda 2000 (en %)

P22- Le résultat courant 2000 par exploitation selon orientations de production (en F)

P23- L'évolution du résultat courant entre 1996 et Agenda 2000 selon orientations (en F)

P24- L'évolution du résultat courant entre 1996 et Agenda 2000 selon orientations (en %)

P25- La croissance des aides directes par exploitation entre 1996 et Agenda 2000

P26- La dispersion dans l'évolution des aides directes par exploitation entre 1996 et Agenda 2000

P27- L'évolution du montant moyen d'aides directes par exploitation entre 1996 et Agenda 2000

P28- Le poids des aides directes dans l'EBE après Agenda 2000

P29- La répartition des exploitations selon le rapport aides directes / EBE (après Agenda 2000)

P30- La répartition des exploitations selon le rapport aides directes / résultat (après Agenda 2000)

P31- L'évolution du montant d'aides directes par hectare entre 1996 et Agenda 2000

P32- Le poids des superficies d'oléo-protéagineux dans la SCOP

P33- Le poids des aides aux superficies de maïs fourrage dans l'EBE 1996

P34- Le poids des aides agri-environnementales dans l'EBE 1996

P35- Le montant global des PSBM et PMTVA après Agenda 2000 (en millions de francs)

P36- Les charges en aliments concentrés / consommations intermédiaires (1996)

L'évolution globale de l'EBE entre 1996 et Agenda 2000

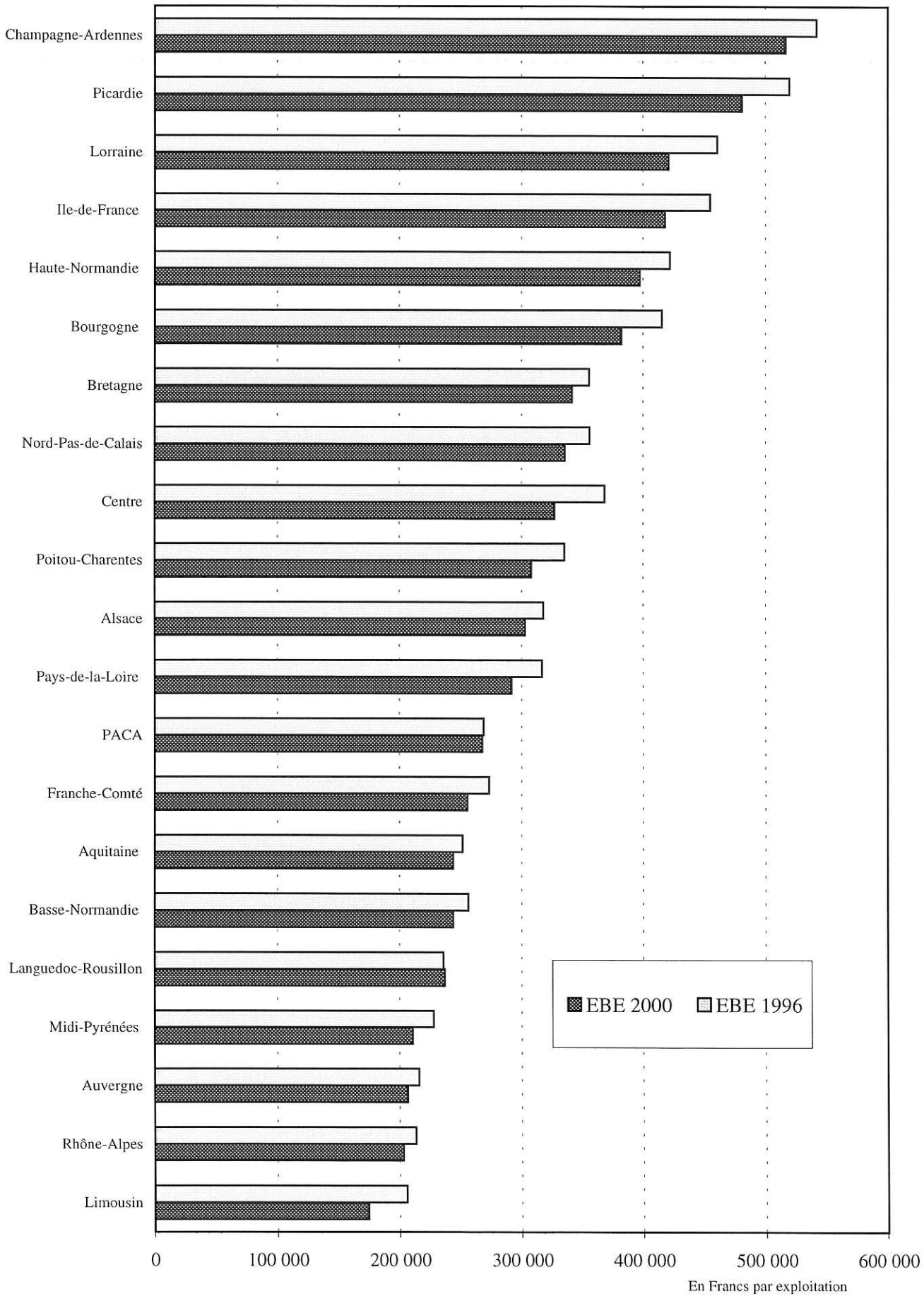
(en millions de francs)

	Grandes cultures	Lait spécialisé	Viande bovine	Lait viande	Elevage-cultures	Ensemble
Alsace	-62	ns	ns	ns	ns	-103
Aquitaine	-89	-13	28	ns	-199	-284
Auvergne	ns	24	-101	-49	-40	-201
Basse-Normandie	-48	-135	-9	-8	-36	-236
Bourgogne	-226	ns	-198	ns	-104	-557
Bretagne	-13	-556	-76	-51	-115	-591
Centre	-747	ns	ns	ns	-151	-998
Champagne-Ardenne	-365	ns	ns	ns	-97	-453
Franche-Comté	ns	-72	-4	ns	-28	-145
Haute-Normandie	-109	ns	ns	ns	-53	-192
Ile-de-France	-174	ns	ns	ns	ns	-180
Limousin	ns	ns	-348	ns	-24	-378
Lorraine	-124	-59	ns	-48	-131	-367
Midi-Pyrénées	-292	-43	-109	ns	-214	-675
Nord-Pas-de-Calais	-142	-35	ns	ns	-102	-300
Pays-de-la-Loire	-74	-281	-214	-139	-292	-972
Picardie	-316	ns	ns	ns	-101	-452
Poitou-Charentes	-291	ns	-63	ns	-232	-646
Rhône-Alpes	-81	-71	-87	ns	-78	-360
France	**-3 221**	**-1 360**	**-1 264**	**-388**	**-2 034**	**-8 104**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

L'évolution moyenne de l'EBE entre 1996 et Agenda 2000

- en francs par exploitation (toutes OTEX confondues) -



Source : RICA France / INRA Nantes

La répartition des exploitations selon l'évolution de l'EBE entre 1996 et Agenda 2000

(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	> - 20 %	- 10 à - 20 %	0 % à - 10 %	0 à 10 %	> 10 %	Ensemble
Alsace	18	14	44	25	0	100
Aquitaine	12	13	45	27	3	100
Auvergne	7	22	34	23	14	100
Basse-Normandie	7	25	45	13	10	100
Bourgogne	12	36	30	20	3	100
Bretagne	10	30	34	21	5	100
Centre	15	43	24	17	1	100
Champagne-Ardenne	3	18	53	24	3	100
Franche-Comté	6	19	57	13	5	100
Haute-Normandie	5	25	52	15	3	100
Ile-de-France	3	37	45	15	0	100
Limousin	49	21	16	12	2	100
Lorraine	5	32	45	16	2	100
Midi-Pyrénées	20	23	36	19	2	100
Nord-Pas-de-Calais	3	21	60	15	2	100
Pays-de-la-Loire	19	31	26	18	6	100
Picardie	6	28	59	5	2	100
Poitou-Charentes	14	29	45	11	1	100
Rhône-Alpes	8	14	42	33	3	100
France	**11**	**23**	**37**	**25**	**4**	**100**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

Le résultat courant moyen par exploitation après Agenda 2000 (en Francs)

(analyse selon les régions et les orientations de production)

	Grandes cultures	Lait spécialisé	Viande bovine	Lait viande	Elevage-cultures	Ensemble
Alsace	124 192	ns	ns	ns	ns	169 227
Aquitaine	153 447	69 917	116 266	ns	84 029	141 750
Auvergne	ns	124 757	137 538	137 815	134 645	132 871
Basse-Normandie	216 413	117 406	44 392	95 901	212 659	135 113
Bourgogne	242 827	ns	149 182	ns	226 876	235 925
Bretagne	204 568	146 042	62 679	147 667	182 943	208 039
Centre	178 742	ns	ns	ns	165 023	175 849
Champagne-Ardenne	307 816	ns	ns	ns	273 122	348 741
Franche-Comté	ns	148 224	126 337	ns	137 895	152 768
Haute-Normandie	278 690	ns	ns	ns	248 746	230 199
Ile-de-France	245 140	ns	ns	ns	ns	230 992
Limousin	ns	ns	85 355	ns	125 261	101 214
Lorraine	304 034	185 498	ns	235 446	289 347	245 598
Midi-Pyrénées	147 471	104 510	74 809	ns	124 542	127 256
Nord-Pas-de-Calais	208 442	185 793	ns	ns	239 118	214 546
Pays-de-la-Loire	173 991	155 689	76 589	177 650	201 091	173 501
Picardie	283 144	ns	ns	ns	210 985	265 486
Poitou-Charentes	172 151	ns	82 091	ns	155 147	178 157
Rhône-Alpes	126 117	136 804	77 023	ns	102 043	126 100
France	**201 053**	**140 482**	**99 560**	**158 762**	**159 470**	**174 860**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

L'évolution moyenne du résultat courant entre 1996 et Agenda 2000 (en F)

(analyse selon les régions et les orientations de production)

	Grandes cultures	Lait spécialisé	Viande bovine	Lait viande	Elevage-cultures	Ensemble
Alsace	-18 950	ns	ns	ns	ns	-15 151
Aquitaine	-11 222	-5 727	11 810	ns	-13 884	-7 825
Auvergne	ns	3 431	-16 196	-17 060	-12 656	-9 427
Basse-Normandie	-33 133	-11 112	-10 408	-4 285	-22 359	-12 665
Bourgogne	-50 905	ns	-37 686	ns	-30 992	-33 073
Bretagne	-4 050	-30 883	-45 026	-25 961	-16 377	-13 803
Champagne-Ardenne	-47 667	ns	ns	ns	-39 898	-25 577
Centre	-52 575	ns	ns	ns	-27 145	-41 351
Franche-Comté	ns	-12 682	-18 991	ns	-25 554	-17 707
Haute-Normandie	-38 518	ns	ns	ns	-21 441	-24 771
Ile-de-France	-43 845	ns	ns	ns	ns	-36 651
Limousin	ns	ns	-38 444	ns	-12 620	-31 143
Lorraine	-69 644	-23 049	ns	-28 886	-45 215	-39 758
Midi-Pyrénées	-26 735	-12 280	-24 247	ns	-13 035	-17 361
Nord-Pas-de-Calais	-21 925	-18 202	ns	ns	-19 676	-20 240
Pays-de-la-Loire	-29 979	-31 066	-40 325	-28 117	-33 518	-25 416
Picardie	-42 326	ns	ns	ns	-37 157	-38 524
Poitou-Charentes	-42 168	ns	-44 350	ns	-22 630	-27 351
Rhône-Alpes	-19 299	-9 221	-35 995	ns	-9 697	-10 499
France	**-34 623**	**-17 847**	**-29 747**	**-20 212**	**-19 587**	**-18 902**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

L'évolution moyenne du résultat courant entre 1996 et Agenda 2000 (en %)

(analyse selon les régions et les orientations de production)

	Grandes cultures	Lait spécialisé	Viande bovine	Lait viande	Elevage-cultures	Ensemble
Alsace	-13	ns	ns	ns	ns	-8
Aquitaine	-7	-8	11	ns	-14	-5
Auvergne	ns	3	-11	-11	-9	-7
Basse-Normandie	-13	-9	-19	-4	-10	-9
Bourgogne	-17	ns	-20	ns	-12	-12
Bretagne	-2	-17	-42	-15	-8	-6
Centre	-23	ns	ns	ns	-14	-19
Champagne-Ardenne	-13	ns	ns	ns	-13	-7
Franche-Comté	ns	-8	-13	ns	-16	-10
Haute-Normandie	-12	ns	ns	ns	-8	-10
Limousin	ns	ns	-31	ns	-9	-24
Lorraine	-19	-11	ns	-11	-14	-14
Midi-Pyrénées	-15	-11	-24	ns	-9	-12
Nord-Pas-de-Calais	-10	-9	ns	ns	-8	-9
Picardie	-13	ns	ns	ns	-15	-13
Poitou-Charentes	-20	ns	-35	ns	-13	-13
Rhône-Alpes	-13	-6	-32	ns	-9	-8
Ile-de-France	-15	ns	ns	ns	ns	-14
Pays-de-la-Loire	-15	-17	-34	-14	-14	**-13**
France	**-15**	**-11**	**-23**	**-11**	**-11**	**-10**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

L'évolution du montant des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

(Analyse selon les 22 régions administratives - en francs par exploitation)

	1996	Agenda 2000	Evolution 1996-2000 (en %)
Alsace	79 422	102 611	29
Aquitaine	75 413	94 546	25
Auvergne	109 419	152 921	40
Basse-Normandie	82 565	140 164	70
Bourgogne	195 790	237 239	21
Bretagne	54 003	84 305	56
Centre	219 033	239 505	9
Champagne-Ardenne	156 724	185 134	18
Franche-Comté	97 928	149 411	53
Haute-Normandie	178 366	237 997	33
Ile-de-France	240 971	269 371	12
Limousin	121 501	153 204	26
Lorraine	192 942	264 492	37
Midi-Pyrénées	125 937	138 299	10
Nord-Pas-de-Calais	99 615	139 207	40
Pays-de-la-Loire	98 329	136 434	39
Picardie	209 034	259 698	24
Poitou-Charentes	148 748	164 572	11
Rhône-Alpes	55 705	72 139	30
France	**109 806**	**138 167**	**26**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

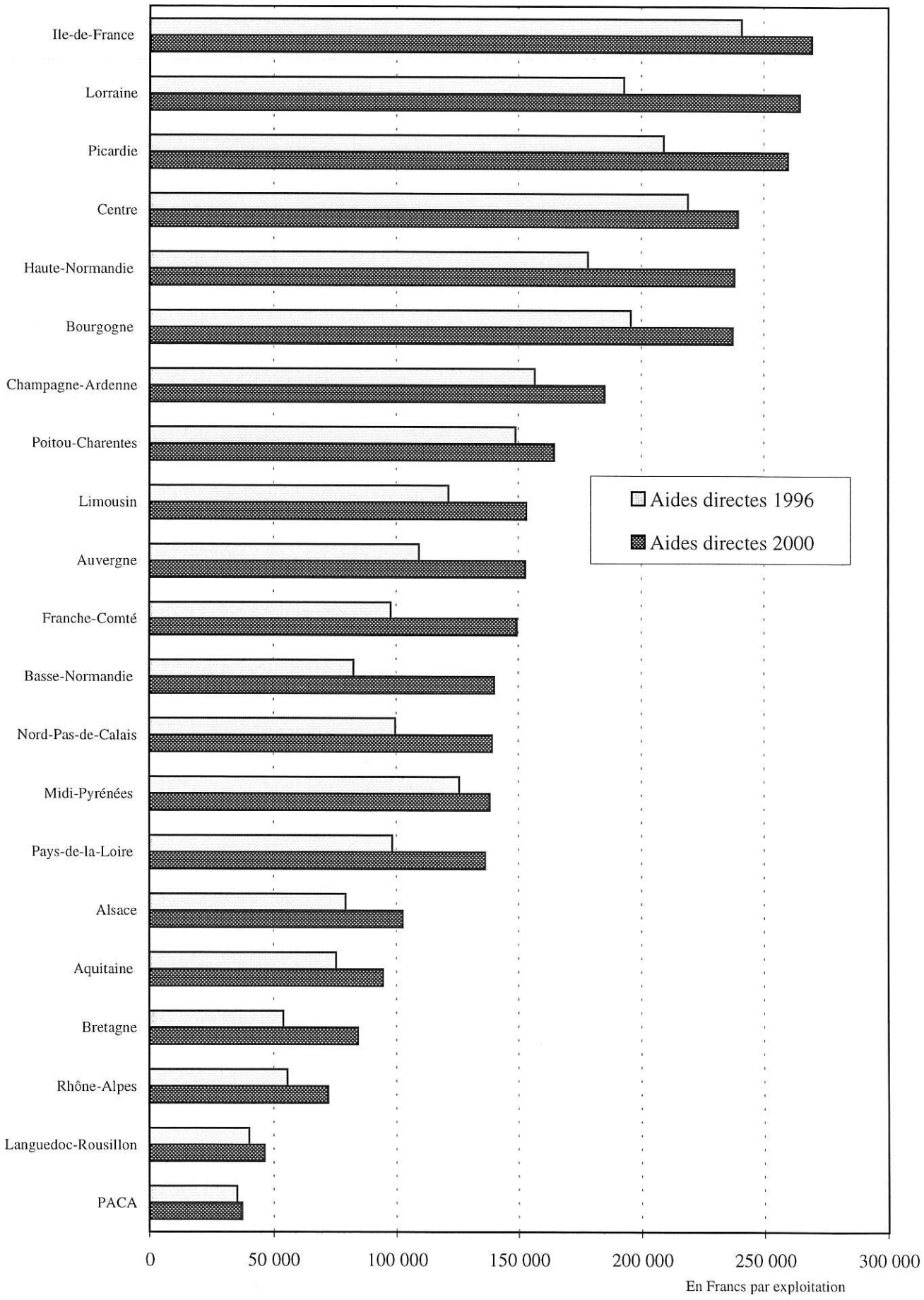
La répartition des exploitations selon l'évolution des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	25 % <	25 à 50 %	50 % à 75 %	75 à 100 %	> 100 %	Ensemble
Alsace	46	14	8	31	1	100
Aquitaine	60	14	7	14	6	100
Auvergne	28	34	18	10	10	100
Basse-Normandie	11	10	13	20	46	100
Bourgogne	43	34	4	16	2	100
Bretagne	26	13	18	20	23	100
Centre	83	11	2	4	0	100
Champagne-Ardenne	51	9	3	32	5	100
Franche-Comté	15	11	21	24	30	100
Haute-Normandie	33	23	16	17	11	100
Ile-de-France	84	4	0	13	0	100
Limousin	61	31	2	2	4	100
Lorraine	24	22	24	19	11	100
Midi-Pyrénées	79	11	4	3	3	100
Nord-Pas-de-Calais	43	18	19	11	9	100
Pays-de-la-Loire	33	25	15	17	10	100
Picardie	55	21	10	8	6	100
Poitou-Charentes	79	12	6	3	1	100
Rhône-Alpes	46	12	12	24	7	100
France	**49**	**15**	**10**	**17**	**9**	**100**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

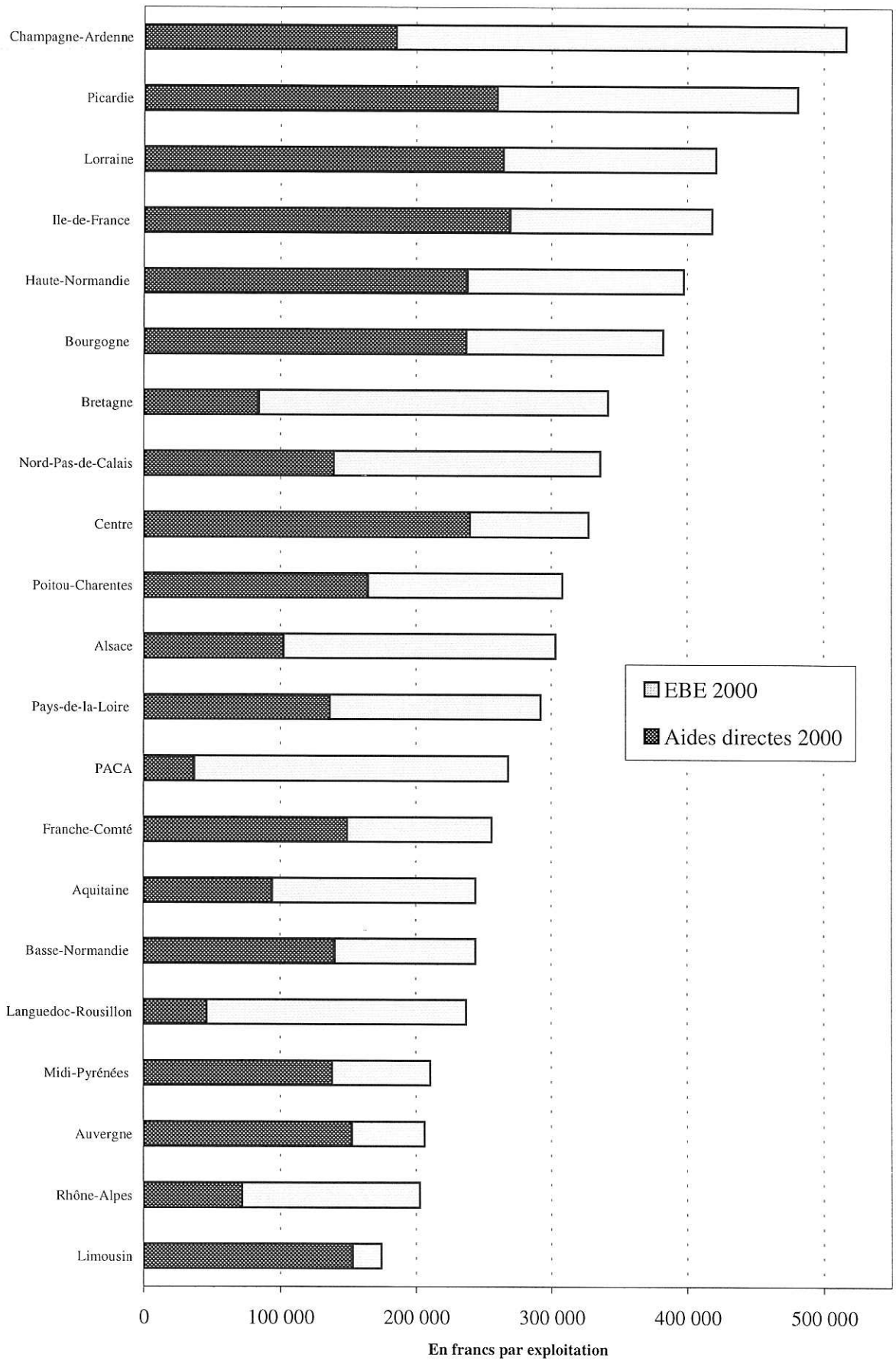
L'évolution du montant moyen d'aides directes entre 1996 et Agenda 2000
- en francs par exploitation (toutes OTEX confondues) -



Source : RICA France / INRA Nantes

Le montant moyen d'aides directes et d'EBE par exploitation

- analyse selon les régions françaises (après Agenda 2000) -



Source : RICA France / INRA Nantes

La répartition des exploitations selon le rapport aides directes / EBE (après Agenda 2000)

(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	10 % <	10 à 25 %	25 à 50 %	50 à 100 %	> 100 %	Ensemble
Alsace	34	5	20	34	8	100
Aquitaine	20	7	20	34	19	100
Auvergne	1	1	17	56	25	100
Basse-Normandie	3	2	27	53	15	100
Bourgogne	16	1	8	42	33	100
Bretagne	15	20	48	14	4	100
Centre	5	4	11	48	33	100
Champagne-Ardenne	31	1	22	38	9	100
Franche-Comté	1	1	44	40	14	100
Haute-Normandie	2	2	27	56	13	100
Ile-de-France	14	0	9	52	24	100
Limousin	1	0	7	49	44	100
Lorraine	1	1	30	57	11	100
Midi-Pyrénées	2	7	18	46	27	100
Nord-Pas-de-Calais	7	9	46	33	6	100
Pays-de-la-Loire	11	9	27	35	19	100
Picardie	3	6	27	51	13	100
Poitou-Charentes	9	9	20	40	22	100
Rhône-Alpes	25	9	30	25	12	100
France	**17**	**7**	**23**	**36**	**17**	**100**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

La répartition des exploitations selon le rapport aides directes / résultat (après Agenda 2000)

(en % des exploitations agricoles de chaque région)

	25 % <	25 à 50 %	50 à 100 %	100 à 150 %	> 150 %	Ensemble
Alsace	35	10	25	20	10	100
Aquitaine	21	10	31	17	21	100
Auvergne	1	5	41	25	29	100
Basse-Normandie	4	7	41	22	26	100
Bourgogne	17	2	19	25	37	100
Bretagne	23	30	33	7	8	100
Centre	7	4	33	19	37	100
Champagne-Ardenne	31	6	32	18	14	100
Franche-Comté	1	12	51	15	21	100
Haute-Normandie	3	5	44	22	28	100
Ile-de-France	14	4	26	21	36	100
Limousin	1	2	33	25	40	100
Lorraine	1	3	49	24	24	100
Midi-Pyrénées	6	7	37	21	30	100
Nord-Pas-de-Calais	10	15	50	12	13	100
Pays-de-la-Loire	14	13	31	21	23	100
Picardie	4	6	46	21	23	100
Poitou-Charentes	11	11	34	20	24	100
Rhône-Alpes	30	11	32	15	12	100
France	**19**	**10**	**33**	**17**	**21**	**100**

Sources : RICA 1995 / ROSACE Pays de la Loire / INRA Nantes

L'évolution du montant des aides directes par hectare entre 1996 et Agenda 2000

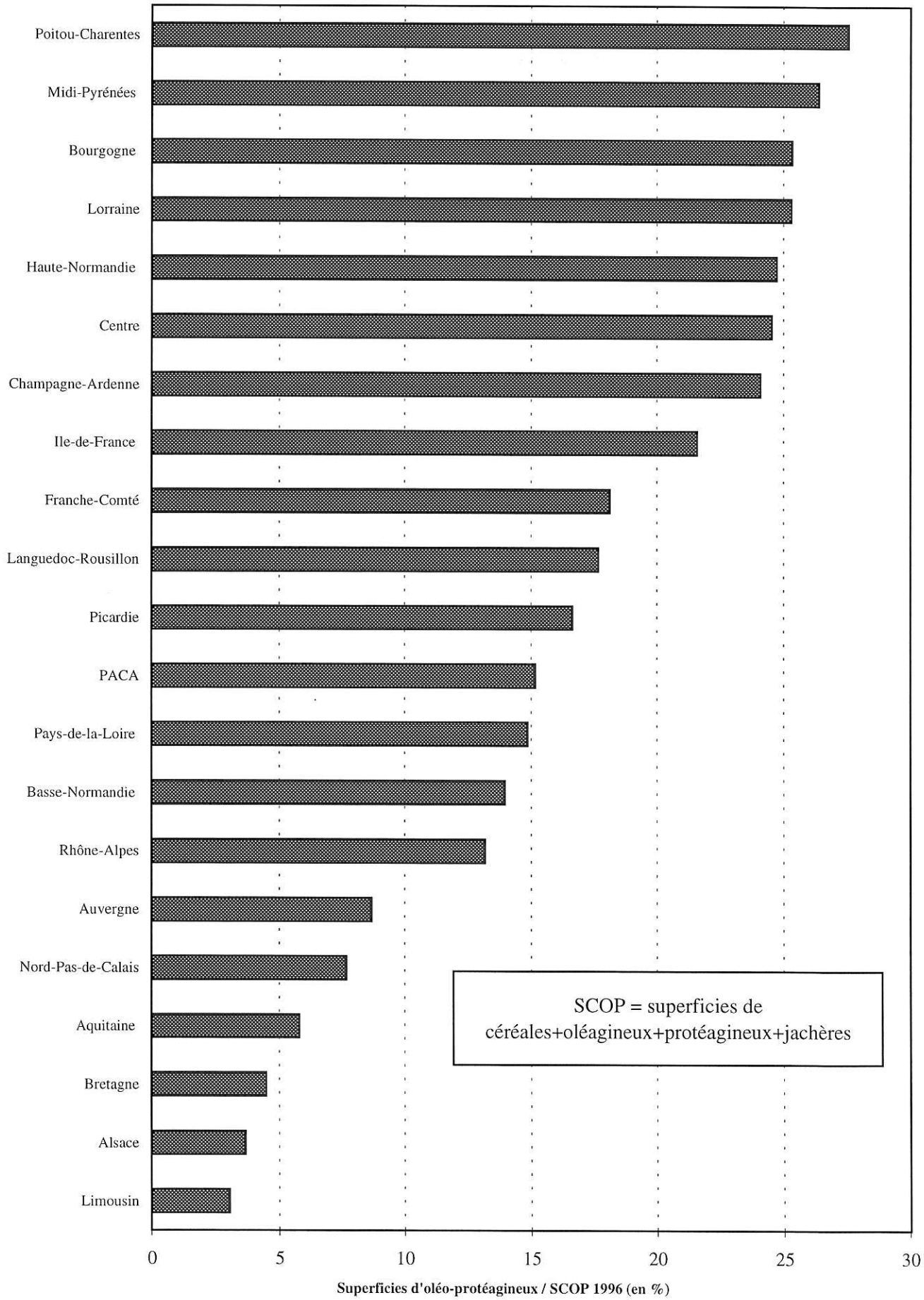
(Analyse selon les 22 régions administratives - en francs par hectare (*))

	1996	Agenda 2000	Evolution 1996-2000 (en F)
Alsace	2 336	3 018	682
Aquitaine	2 498	3 132	634
Auvergne	1 669	2 333	664
Basse-Normandie	1 454	2 469	1 015
Bourgogne	1 972	2 390	417
Bretagne	1 469	2 294	825
Centre	2 362	2 583	221
Champagne-Ardenne	2 112	2 495	383
Franche-Comté	1 290	1 968	678
Haute-Normandie	2 282	3 045	763
Ile-de-France	2 557	2 858	301
Limousin	1 749	2 206	456
Lorraine	1 633	2 238	605
Midi-Pyrénées	2 439	2 679	239
Nord-Pas-de-Calais	2 144	2 996	852
Pays-de-la-Loire	1 837	2 549	712
Picardie	2 523	3 135	612
Poitou-Charentes	2 315	2 561	246
Rhône-Alpes	1 788	2 315	527
France	**2 061**	**2 593**	**532**

(*) hectare = SCOP + superficies fourragères (y compris celles consacrées au maïs fourrage)

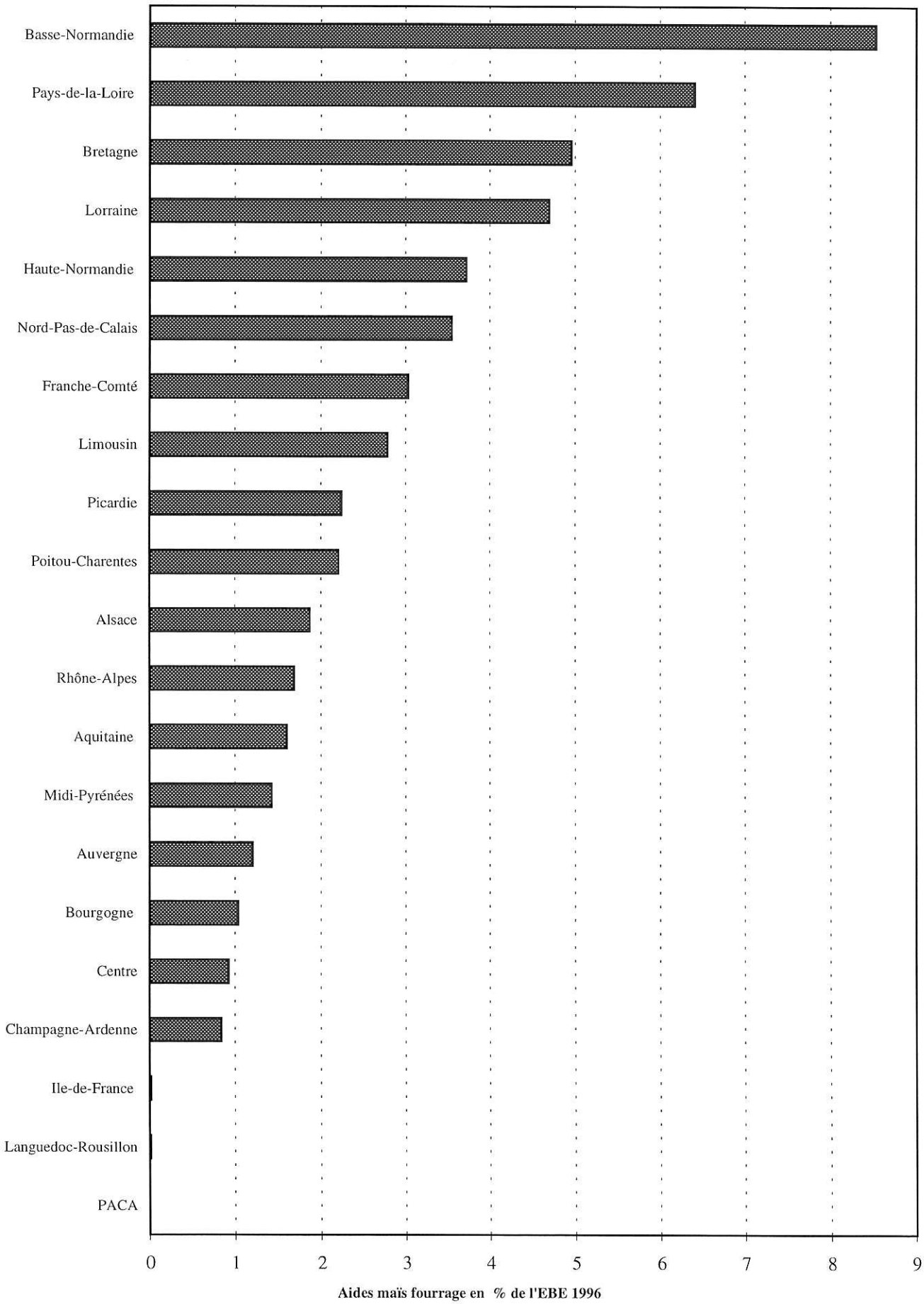
Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Le poids des superficies d'oléo-protéagineux dans la SCOP régionale 1996
- en % moyen (toutes OTEX confondues) -



Source : RICA France / INRA Nantes

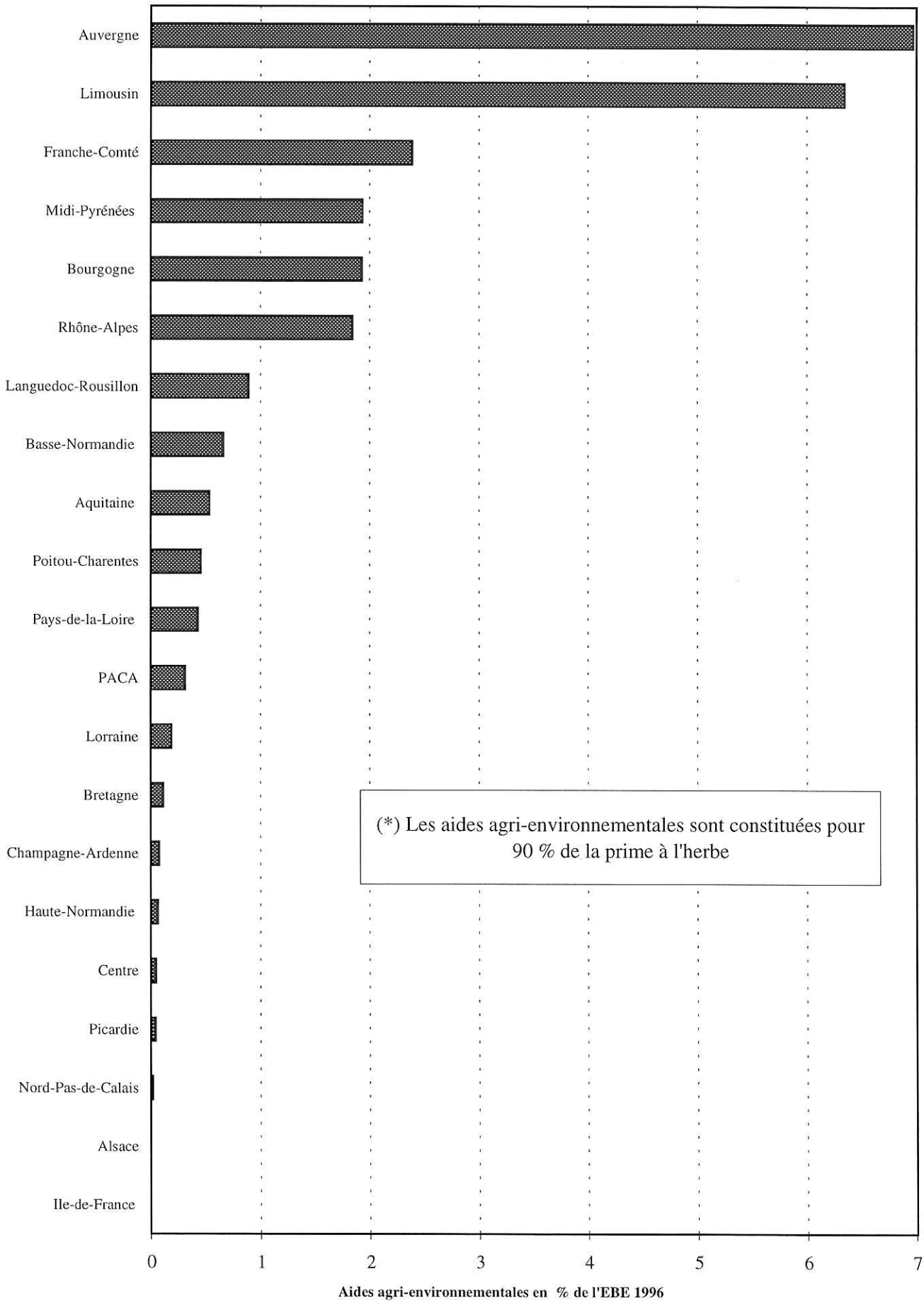
Le poids des aides aux superficies de maïs fourrage dans l'EBE 1996
- en % moyen (toutes OTEX confondues) -



Source : RICA France / INRA Nantes

Le poids des aides agri-environnementales (*) dans l'EBE 1996

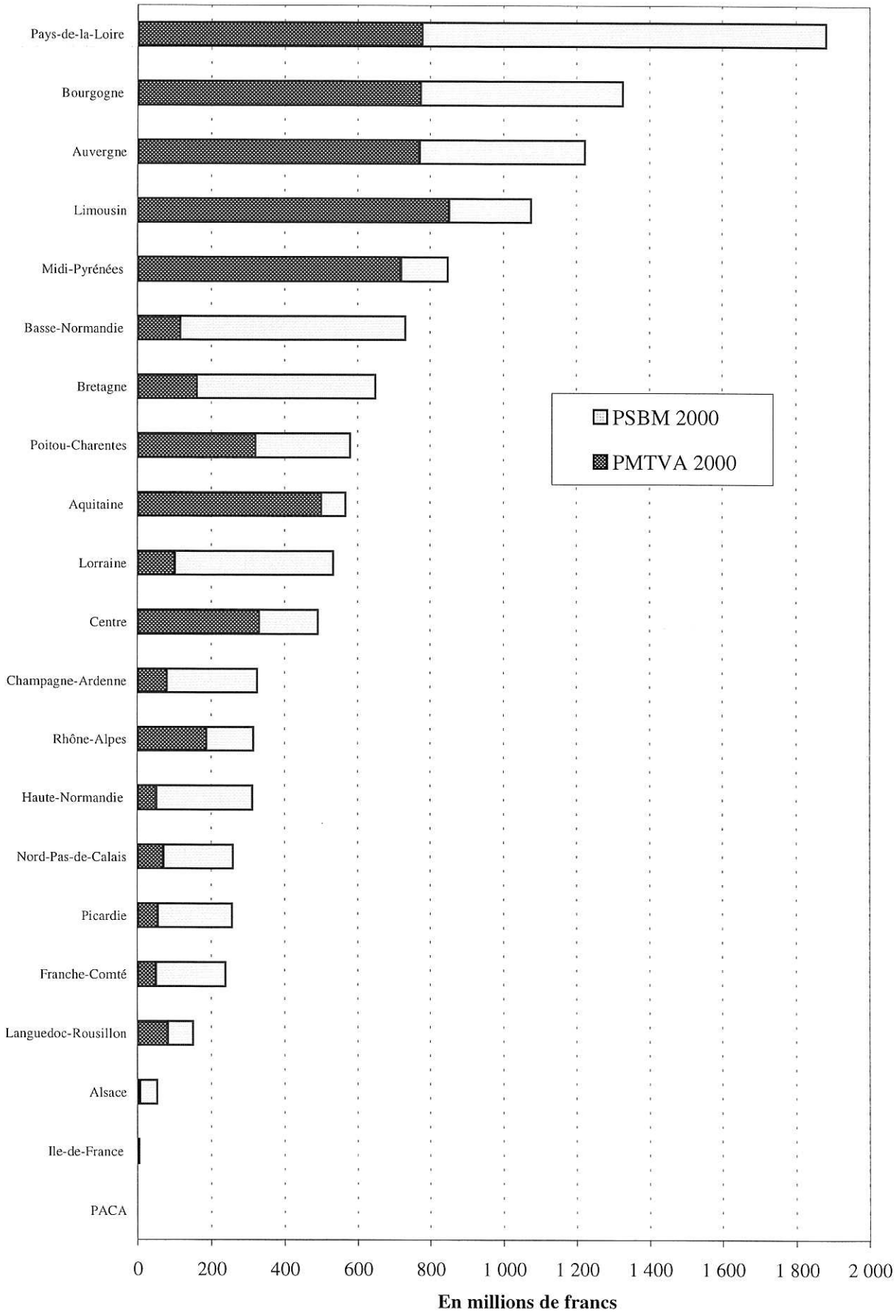
- en % moyen (toutes OTEX confondues) -



Source : RICA France / INRA Nantes

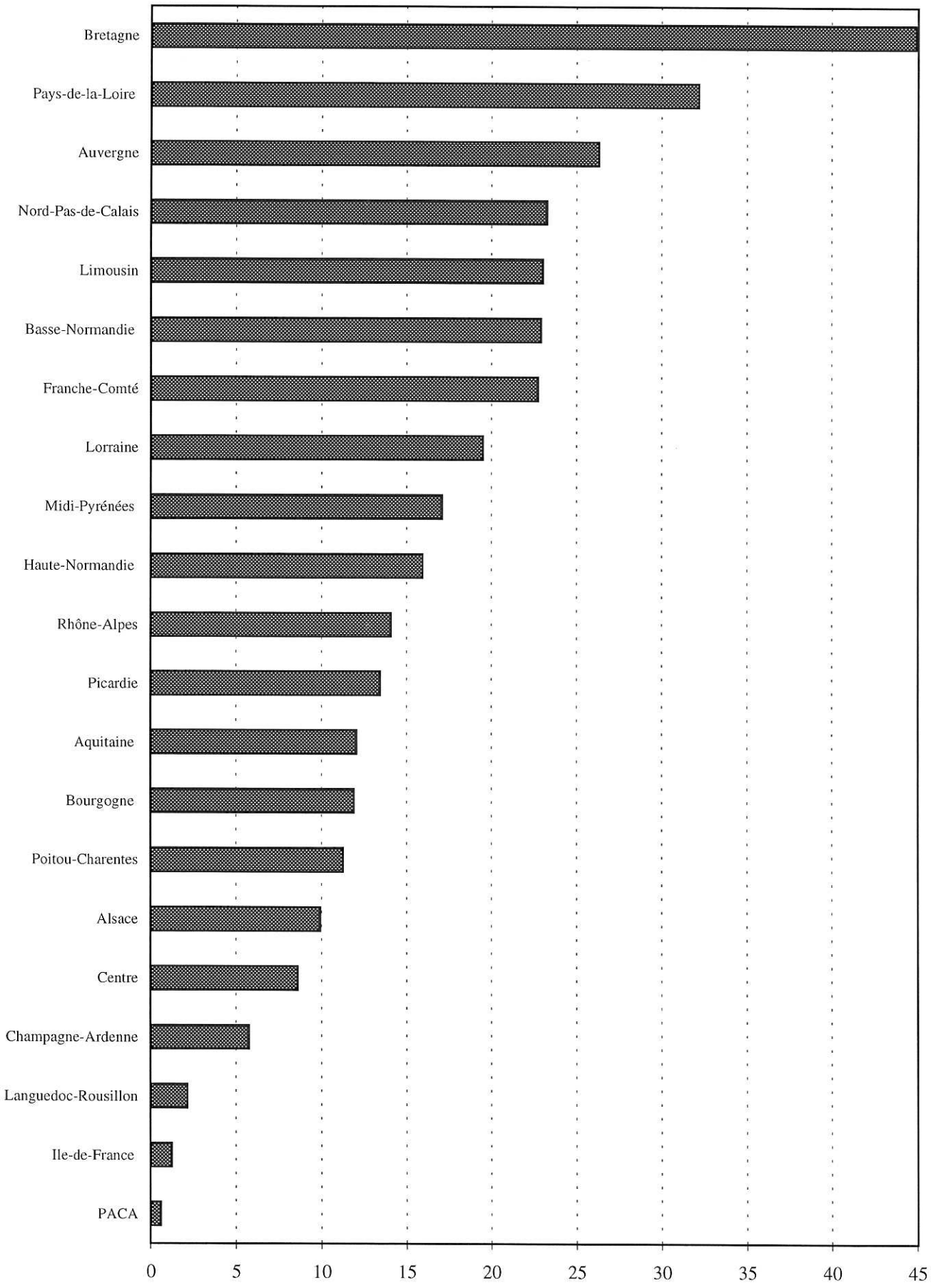
Le montant global des PSBM et PMTVA après Agenda 2000

- en millions de francs par région -



Source : RICA France / INRA Nantes

Les charges en aliments concentrés / Consommations intermédiaires
- en % moyen 1996 (toutes OTEX confondues) -



Source : RICA France / INRA Nantes

Annexe n°2 : Ensemble des exploitations agricoles

- Résultats moyens par exploitation agricole (4 régions + total France)

P38- L'assolement

P39- Le cheptel

P40- La production agricole (1996)

P41- Les aides directes (1996)

P42- Les résultats économiques (1996)

P43- L'impact détaillé du projet Agenda 2000

P44- L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion

P45- L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

L'assolement 1996 (en hectares par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Superficie agricole utile	**55,4**	**39,1**	**55,1**	**37,4**	**59,5**
SCOP (hors maïs fourrage)	**19,6**	**13,4**	**26,6**	**11,7**	**27,4**
- dont céréales	14,4	11,6	16,7	9,1	19,4
- dont oléagineux	2,6	0,3	6,6	1,4	4,1
- dont protéagineux	0,3	0,3	0,5	0,2	1,3
- dont jachères	2,2	1,2	2,9	1,1	2,6
SFP (y. c. maïs fourrage)	**34,1**	**23,8**	**25,7**	**21,9**	**27,1**
- dont prairies permanentes	10,3	2,6	12,1	12,7	14,0
- dont prairies temporaires	14,1	12,5	10,2	4,9	7,4
- dont maïs fourrage	9,4	8,2	1,5	1,7	3,9
SCOP / SAU (%)	35,3	34,2	48,4	31,3	45,9
SFP / SAU (%)	61,5	60,8	46,6	58,5	45,5
Maïs fourrage / SFP (%)	27,6	34,4	5,8	7,6	14,5

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Le cheptel et le rendement laitier 1996

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Marge brute standard (UCE)	58 284	51 669	38 701	39 622	55 650
UGB herbivores (effectif moyen)	55,6	41,3	30,9	23,6	36,3
UGB bovins	54,2	40,7	21,4	21,4	33,1
Vaches allaitantes	13,2	3,2	11,2	3,3	8,9
Vaches laitières	16,0	21,0	4,4	9,4	10,8
Bovins mâles 1 à 2 ans	7,6	3,2	0,4	0,8	3,0
Bovins mâles plus de 2 ans	1,7	1,0	0,4	0,4	1,1
Chargement (UGB Herbivore/ha SFP)	1,63	1,74	1,20	1,08	1,34
Production de lait (Kg)	90 965	121 279	22 413	44 502	57 670
Rendement laitier (kg de lait / vache laitière)	5 700	5 789	5 059	4 749	5 355

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

La production agricole 1996 (en francs par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Produits d'exploitation	**737 720**	**874 612**	**382 620**	**445 776**	**637 639**
Produit brut COP	**68 196**	**45 021**	**101 364**	**48 044**	**118 974**
- dont céréales	59 026	43 220	80 801	42 728	99 637
- dont oléagineux	7 902	717	19 660	4 788	13 954
- dont protéagineux	1 268	1 084	903	528	5 382
Produit brut bovin	**335 348**	**338 187**	**99 475**	**136 521**	**198 597**
- dont viande bovine	147 985	87 131	54 979	42 097	79 438
- dont lait	187 363	251 056	44 496	94 424	119 160
Produit brut ovins	**4 013**	**1 150**	**22 303**	**3 155**	**7 485**
Produit brut hors-sol	**166 562**	**381 693**	**40 535**	**21 934**	**76 067**
PB COP / Produits d'exploitation (%)	9,2	5,1	26,5	10,8	18,7
PB bovin / Produits d'exploitation (%)	45,5	38,7	26,0	30,6	31,1
PB Hors-sol / Produits d'exploitation (%)	22,6	43,6	10,6	4,9	11,9

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les aides directes 1996 (en francs par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Aides directes totales	**98 329**	**54 003**	**125 937**	**55 705**	**109 806**
Aides COP (hors maïs fourrage)	**41 904**	**23 347**	**72 123**	**25 478**	**67 261**
- dont céréales (hors maïs fourrage)	25 851	18 314	37 794	16 904	41 055
- dont oléo-protéagineux	9 402	1 813	26 464	5 657	17 153
- dont jachères	6 650	3 220	7 864	2 917	9 053
Aides à l'élevage	**48 659**	**25 225**	**44 179**	**24 483**	**34 736**
- dont primes vaches allaitantes	15 226	2 713	13 928	4 115	10 473
- dont primes spéciales bovins mâles	10 854	4 036	1 170	1 598	5 161
- dont primes compensatrices ovines	856	445	11 011	2 511	3 534
- dont indemnités de handicaps naturels	28	0	10 416	8 736	4 193
- dont mesures agri-environnementales	1 355	393	4 411	3 927	2 913
- dont aides maïs fourrage	20 340	17 638	3 242	3 596	8 463
Autres aides directes	**7 766**	**5 431**	**9 635**	**5 744**	**7 809**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les résultats économiques 1996 (en francs par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Unité de travail agricole (UTA)	1,84	1,66	1,73	1,77	1,79
Unité de travail agricole familial (UTAF)	1,54	1,54	1,54	1,46	1,46
Produits d'exploitation	737 720	874 612	382 620	445 776	637 639
Valeur ajoutée brute	264 614	323 291	127 508	194 670	249 119
Subventions d'exploitation	98 329	54 003	125 937	55 705	109 806
Excédent brut d'exploitation	317 317	355 749	228 018	213 309	311 548
Dotations aux amortissements	89 519	94 304	71 557	66 900	94 170
Faris financiers	33 225	44 101	15 132	13 463	29 072
Résultat courant	198 917	221 842	144 617	136 599	193 762
EBE / produits d'exploitation (%)	43	41	60	48	49
Produits d'exploitation par UTA	400 935	526 875	221 168	251 851	356 223
Résultat courant par UTAF	129 167	144 053	93 907	93 561	132 714

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact détaillé du projet Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Δ EBE 2000-1996 (=1+2+3+4)	**-25 416**	**-13 803**	**-17 361**	**-10 499**	**-18 902**
Δ Produits d'exploitation (1)	**-68 103**	**-56 022**	**-25 736**	**-26 005**	**-45 058**
Δ Produit brut COP	-4 971	-4 777	-4 793	-3 933	-9 311
- dont blé	-3 584	-2 579	-2 124	-1 451	-6 719
- dont autres céréales	-2 408	-2 443	-5 512	-3 151	-4 519
- dont oléagineux	818	98	2 734	579	1 435
- dont protéagineux	203	147	108	89	492
Δ Produit brut viande bovine	-44 396	-26 139	-16 494	-12 629	-23 831
Δ Produit brut lait	-18 736	-25 106	-4 450	-9 442	-11 916
Δ Aides directes (2)	**38 104**	**30 302**	**12 362**	**16 434**	**28 361**
Δ Aides COP	-7 680	-7 901	-672	-356	985
- dont céréales (hors maïs fourrage)	20 039	12 897	15 734	7 218	19 813
- dont oléo-protéagineux	-729	60	-5 299	-1 061	-1 313
- dont jachères	-6 650	-3 220	-7 864	-2 917	-9 053
- dont maïs fourrage	-20 340	-17 638	-3 242	-3 596	-8 463
Δ Primes aux bovins mâles	17 973	7 390	2 158	2 121	8 404
Δ Primes aux vaches allaitantes	5 126	1 035	4 575	1 355	3 672
Δ Aides aux vaches laitières	22 685	29 779	6 301	13 314	15 300
Δ Charges culturales COP (3)	**3 423**	**1 902**	**6 160**	**2 649**	**6 186**
Δ Charges aliments concentrés (4)	**-8 006**	**-13 819**	**-2 173**	**-1 721**	**-3 982**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion (en francs par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Produits d'exploitation 1996	737 720	874 612	382 620	445 776	637 639
Produits d'exploitation 2000	669 617	818 590	356 884	419 772	592 580
Δ produits d'exploitation (%)	**-9,2**	**-6,4**	**-6,7**	**-5,8**	**-7,1**
Valeur ajoutée brute 1996	264 614	323 291	127 508	194 670	249 119
Valeur ajoutée brute 2000	201 094	279 186	97 784	167 737	201 856
Δ Valeur ajoutée brute (%)	**-24,0**	**-15,8**	**-30,4**	**-16,1**	**-23,4**
Excédent brut d'exploitation 1996	317 317	355 749	228 018	213 309	311 548
Excédent brut d'exploitation 2000	291 901	341 946	210 657	202 810	292 646
Δ Excédent brut d'exploitation (%)	**-8,0**	**-3,9**	**-7,6**	**-4,9**	**-6,1**
Résultat courant 1996	198 917	221 842	144 617	136 599	193 762
Résultat courant 2000	173 501	208 039	127 256	126 100	174 860
Δ Résultat courant (%)	**-12,8**	**-6,2**	**-12,0**	**-7,7**	**-9,8**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Ensemble des exploitations agricoles -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**38 300**	**42 800**	**38 900**	**34 300**	**428 700**
Aides directes 1996	98 329	54 003	125 937	55 705	109 806
Aides directes 2000	136 434	84 305	138 299	72 139	138 167
Variation d'aides directes 1996-2000 (%)	39	56	10	30	26
Aides directes / hectare (1996)	1 837	1 469	2 439	1 788	2 060
Aides directes / hectare (2000)	2 549	2 294	2 679	2 315	2 592
Aides à l'élevage (*) / ha de SFP (1996)	1 433	1 066	1 786	1 250	1 336
Aides à l'élevage / ha de SFP (2000)	2 183	1 935	2 182	1 923	2 063
Aides directes / EBE (1996) - En %	31	15	55	26	35
Aides directes / EBE (2000) - En %	47	25	66	36	47
Aides directes / résultat (1996) - En %	49	24	87	41	57
Aides directes / résultat (2000) - En %	79	41	109	57	79

(*) Aides à l'élevage = PMTVA+PSBM+Aides vaches laitières + Primes aux superficies de maïs fourrage + Aides agri-environnementales+Indemnités de handicaps géographiques

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Annexe n°3 : Exploitations céréales et grandes cultutres (OTEX 13+14)

- Résultats moyens par exploitation agricole (4 régions + total France)

P47- L'assolement

P48- La production agricole (1996)

P49- Les aides directes (1996)

P50- Les résultats économiques (1996)

P51- L'impact détaillé du projet Agenda 2000

P52- L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion

P53- L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

L'assolement 1996 (en hectares par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Superficie agricole utile	**83,3**	**30,1**	**70,9**	**48,7**	**92,5**
SCOP (hors maïs fourrage)	**70,3**	**11,6**	**62,2**	**40,3**	**76,6**
- dont céréales	45,9	10,2	34,1	29,4	51,0
- dont oléagineux	15,8	0,2	19,1	6,1	13,5
- dont protéagineux	2,2	0,3	1,3	0,4	4,8
- dont jachères	6,5	0,9	7,7	4,4	7,3
SFP (y. c. maïs fourrage)	**10,3**	**2,0**	**4,9**	**5,3**	**6,9**
- dont prairies permanentes	6,3	0,1	1,6	2,8	3,8
- dont prairies temporaires	1,6	0,4	2,7	0,7	1,1
- dont maïs fourrage	2,2	0,8	0,1	0,3	0,7
SCOP / SAU (%)	84,4	38,4	87,7	82,7	82,8
SFP / SAU (%)	12,4	6,5	6,9	10,8	7,5
Maïs fourrage / SFP (%)	21,5	39,0	2,4	5,3	10,0

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

La production agricole 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Produits d'exploitation	**598 871**	**730 804**	**362 931**	**422 487**	**660 201**
Produit brut COP	**363 357**	**58 611**	**271 764**	**222 905**	**386 455**
- dont céréales	297 848	57 323	211 000	197 598	317 962
- dont oléagineux	55 250	404	58 051	23 538	47 290
- dont protéagineux	10 259	884	2 713	1 770	21 204
Produit brut bovin	**34 740**	**7 165**	**10 855**	**14 934**	**30 318**
- dont viande bovine	34 740	7 165	9 875	5 691	20 182
- dont lait	0	0	979	9 243	10 136
Produit brut ovins	**3 969**	**0**	**3 041**	**6**	**1 533**
Produit brut hors-sol	**130 990**	**128 013**	**13 519**	**8 495**	**31 418**
PB COP / Produits d'exploitation (%)	60,7	8,0	74,9	52,8	58,5
PB bovin / Produits d'exploitation (%)	5,8	1,0	3,0	3,5	4,6
PB Hors-sol / Produits d'exploitation (%)	21,9	17,5	3,7	2,0	4,8

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les aides directes 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Aides directes totales	**204 441**	**32 438**	**195 957**	**106 621**	**216 483**
Aides COP (hors maïs fourrage)	**180 369**	**25 434**	**186 818**	**97 767**	**203 581**
- dont céréales (hors maïs fourrage)	99 761	21 275	88 954	62 112	118 123
- dont oléo-protéagineux	60 043	1 733	76 499	23 013	58 830
- dont jachères	20 565	2 425	21 366	12 642	26 627
Aides à l'élevage	**17 410**	**2 422**	**5 952**	**2 486**	**7 520**
- dont primes vaches allaitantes	4 173	226	3 416	517	3 248
- dont primes spéciales bovins mâles	5 378	540	565	686	2 028
- dont primes compensatrices ovines	1 320	0	1 072	0	453
- dont indemnités de handicaps naturels	0	0	404	531	115
- dont mesures agri-environnementales	1 750	18	238	142	186
- dont aides maïs fourrage	4 789	1 637	257	610	1 490
Autres aides directes	**6 662**	**4 582**	**3 187**	**6 368**	**5 383**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les résultats économiques 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Unité de travail agricole (UTA)	1,43	1,91	1,55	1,60	1,54
Unité de travail agricole familial (UTAF)	1,32	1,58	1,40	1,28	1,30
Produits d'exploitation	598 871	730 804	362 931	422 487	660 201
Valeur ajoutée brute	142 208	301 313	85 234	155 739	204 662
Subventions d'exploitation	204 441	32 438	195 957	106 621	216 483
Excédent brut d'exploitation	326 101	300 269	260 621	220 043	380 636
Dotations aux amortissements	98 023	76 226	74 228	66 812	120 721
Faris financiers	28 497	21 835	16 197	10 372	32 229
Résultat courant	203 970	208 618	174 206	145 416	235 675
EBE / produits d'exploitation (%)	54	41	72	52	58
Produits d'exploitation par UTA	418 791	382 620	234 149	264 054	428 702
Résultat courant par UTAF	154 523	132 037	124 433	113 606	181 289

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact détaillé du projet Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Δ EBE 2000-1996 (=1+2+3+4)	**-29 979**	**-4 050**	**-26 735**	**-19 299**	**-34 623**
Δ Produits d'exploitation (1)	**-38 061**	**-10 001**	**-12 658**	**-18 359**	**-37 035**
Δ Produit brut COP	-27 639	-7 851	-9 598	-15 728	-29 967
- dont blé	-13 455	-2 367	-4 858	-5 643	-22 272
- dont autres céréales	-20 259	-5 706	-13 098	-12 775	-14 254
- dont oléagineux	4 508	69	8 044	2 387	4 679
- dont protéagineux	1 566	153	313	304	1 880
Δ Produit brut viande bovine	-10 422	-2 150	-2 963	-1 707	-6 055
Δ Produit brut lait	0	0	-98	-924	-1 014
Δ Aides directes (2)	**16 824**	**4 471**	**1 493**	**9 893**	**19 874**
Δ Aides COP	5 692	3 015	-379	7 453	13 817
- dont céréales (hors maïs fourrage)	39 413	7 233	36 322	24 731	46 815
- dont oléo-protéagineux	-8 368	-155	-15 077	-4 027	-4 881
- dont jachères	-20 565	-2 425	-21 366	-12 642	-26 627
- dont maïs fourrage	-4 789	-1 637	-257	-610	-1 490
Δ Primes aux bovins mâles	9 681	1 340	695	865	3 491
Δ Primes aux vaches allaitantes	1 451	98	967	190	1 234
Δ Aides aux vaches laitières	0	18	210	1 386	1 330
Δ Charges culturales COP (3)	**13 711**	**2 474**	**15 951**	**11 109**	**18 684**
Δ Charges aliments concentrés (4)	**-4 970**	**-3 954**	**-381**	**-276**	**-1 223**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Produits d'exploitation 1996	598 871	730 804	362 931	422 487	660 201
Produits d'exploitation 2000	560 809	720 803	350 273	404 128	623 166
Δ produits d'exploitation (%)	**-6,4**	**-1,4**	**-3,5**	**-4,3**	**-5,6**
Valeur ajoutée brute 1996	142 208	301 313	85 234	155 739	204 662
Valeur ajoutée brute 2000	95 405	292 792	57 006	126 546	150 166
Δ Valeur ajoutée brute (%)	**-49,1**	**-2,9**	**-49,5**	**-23,1**	**-36,3**
Excédent brut d'exploitation 1996	326 101	300 269	260 621	220 043	380 636
Excédent brut d'exploitation 2000	296 122	296 219	233 886	200 743	346 014
Δ Excédent brut d'exploitation (%)	**-9,2**	**-1,3**	**-10,3**	**-8,8**	**-9,1**
Résultat courant 1996	203 970	208 618	174 206	145 416	235 675
Résultat courant 2000	173 991	204 568	147 471	126 117	201 053
Δ Résultat courant (%)	**-14,7**	**-1,9**	**-15,3**	**-13,3**	**-14,7**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en céréales et grandes cultures (OTEX 13+14) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**2 450**	**3 240**	**10 920**	**4 200**	**93 000**
Aides directes 1996	204 441	32 438	195 957	106 621	216 483
Aides directes 2000	221 264	36 909	197 450	116 514	236 356
Variation d'aides directes 1996-2000 (%)	8	14	1	9	9
Aides directes / hectare (1996)	2 533	2 459	2 866	2 391	2 593
Aides directes / hectare (2000)	2 741	2 798	2 888	2 612	2 831
Aides à l'élevage (*) / ha de SFP (1996)	1 704	1 268	1 232	577	1 112
Aides à l'élevage / ha de SFP (2000)	2 324	1 173	1 567	1 002	1 788
Aides directes / EBE (1996) - En %	63	11	75	48	57
Aides directes / EBE (2000) - En %	75	12	84	58	68
Aides directes / résultat (1996) - En %	100	16	112	73	92
Aides directes / résultat (2000) - En %	127	18	134	92	118

(*) Aides à l'élevage = PMTVA+PSBM+Aides vaches laitières + Primes aux superficies de maïs fourrage + Aides agri-environnementales+Indemnités de handicaps géographiques

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Annexe n°4 : Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41)

- Résultats moyens par exploitation agricole (4 régions + total France)

P55- L'assolement

P56- Le cheptel

P57- La production agricole (1996)

P58- Les aides directes (1996)

P59- Les résultats économiques (1996)

P60- L'impact détaillé du projet Agenda 2000

P61- L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion

P62- L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

L'assolement 1996 (en hectares par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Superficie agricole utile	**51,9**	**41,1**	**46,3**	**48,9**	**51,0**
SCOP (hors maïs fourrage)	**10,8**	**8,5**	**7,8**	**5,9**	**8,3**
- dont céréales	9,2	7,6	7,0	5,5	7,3
- dont oléagineux	0,1	0,0	0,3	0,1	0,1
- dont protéagineux	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
- dont jachères	1,5	0,9	0,6	0,2	0,8
SFP (y. c. maïs fourrage)	**41,1**	**32,5**	**38,4**	**43,4**	**42,8**
- dont prairies permanentes	10,1	3,4	16,2	25,3	21,6
- dont prairies temporaires	16,0	16,7	13,7	10,1	10,6
- dont maïs fourrage	14,8	11,8	6,4	3,5	9,4
SCOP / SAU (%)	20,9	20,8	16,9	12,0	16,2
SFP / SAU (%)	79,1	79,2	83,0	88,8	83,9
Maïs fourrage / SFP (%)	35,9	36,4	16,7	8,0	21,9

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Le cheptel et le rendement laitier 1996

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Marge brute standard (UCE)	42 032	36 381	30 630	27 951	37 085
UGB herbivores (effectif moyen)	66,8	54,2	52,6	45,8	60,2
UGB bovins	66,8	54,0	52,4	45,6	59,9
Vaches allaitantes	2,1	1,0	3,7	1,2	1,6
Vaches laitières	36,1	34,0	31,7	29,2	35,1
Bovins mâles 1 à 2 ans	6,2	3,1	0,3	1,0	3,7
Bovins mâles plus de 2 ans	1,1	1,0	0,4	0,4	1,3
Chargement (UGB Herbivore/ha SFP)	1,63	1,67	1,37	1,06	1,41
Production de lait (Kg)	209 393	193 962	156 013	140 405	184 309
Rendement laitier (kg de lait / vache laitière)	5 808	5 706	4 926	4 805	5 249

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

La production agricole 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Produits d'exploitation	**628 871**	**561 166**	**407 005**	**418 878**	**534 232**
Produit brut COP	**28 988**	**27 868**	**5 045**	**8 356**	**20 593**
- dont céréales	28 667	27 625	4 443	8 144	20 229
- dont oléagineux	213	22	602	212	275
- dont protéagineux	108	221	0	0	89
Produit brut bovin	**569 518**	**506 668**	**393 832**	**373 636**	**486 803**
- dont viande bovine	137 614	103 623	85 003	71 756	103 620
- dont lait	431 904	403 046	308 829	301 879	383 183
Produit brut ovins	**0**	**215**	**0**	**0**	**326**
Produit brut hors-sol	**676**	**5 185**	**3 334**	**3 553**	**3 348**
PB COP / Produits d'exploitation (%)	4,6	5,0	1,2	2,0	3,9
PB bovin / Produits d'exploitation (%)	90,6	90,3	96,8	89,2	91,1
PB Hors-sol / Produits d'exploitation (%)	0,1	0,9	0,8	0,8	0,6

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les aides directes 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Aides directes totales	**65 332**	**44 077**	**54 173**	**50 798**	**55 542**
Aides COP (hors maïs fourrage)	**18 042**	**12 539**	**12 187**	**9 017**	**13 643**
- dont céréales (hors maïs fourrage)	13 357	10 114	9 772	7 986	10 868
- dont oléo-protéagineux	621	206	1 046	386	381
- dont jachères	4 064	2 220	1 369	644	2 395
Aides à l'élevage	**41 047**	**29 448**	**38 581**	**38 659**	**36 521**
- dont primes vaches allaitantes	452	0	2 553	965	966
- dont primes spéciales bovins mâles	8 317	3 707	1 325	1 307	5 343
- dont primes compensatrices ovines	0	16	0	0	147
- dont indemnités de handicaps naturels	0	0	15 844	20 883	6 618
- dont mesures agri-environnementales	393	177	5 013	8 050	3 225
- dont aides maïs fourrage	31 885	25 548	13 846	7 454	20 222
Autres aides directes	**6 243**	**2 090**	**3 405**	**3 122**	**5 378**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les résultats économiques 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Unité de travail agricole (UTA)	1,60	1,57	1,56	1,57	1,58
Unité de travail agricole familial (UTAF)	1,54	1,55	1,49	1,56	1,53
Produits d'exploitation	628 871	561 166	407 005	418 878	534 232
Valeur ajoutée brute	229 229	229 163	155 498	176 876	205 785
Subventions d'exploitation	65 332	44 077	54 173	50 798	55 542
Excédent brut d'exploitation	280 722	262 155	194 217	222 362	248 973
Dotations aux amortissements	73 829	66 092	68 838	66 413	73 764
Faris financiers	23 553	22 514	15 041	11 995	20 282
Résultat courant	186 754	176 925	116 790	146 025	158 330
EBE / produits d'exploitation (%)	45	47	48	53	47
Produits d'exploitation par UTA	393 044	357 431	260 900	266 801	338 122
Résultat courant par UTAF	121 269	114 145	78 383	93 606	103 484

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact détaillé du projet Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Δ EBE 2000-1996 (=1+2+3+4)	**-31 066**	**-30 883**	**-12 280**	**-9 221**	**-17 847**
Δ Produits d'exploitation (1)	**-86 303**	**-74 213**	**-57 129**	**-52 729**	**-71 085**
Δ Produit brut COP	-1 829	-2 822	-745	-1 014	-1 680
- dont blé	-1 926	-1 795	-395	-406	-1 230
- dont autres céréales	-71	-1 083	-504	-667	-529
- dont oléagineux	64	4	154	59	48
- dont protéagineux	105	53	0	0	31
Δ Produit brut viande bovine	-41 284	-31 087	-25 501	-21 527	-31 086
Δ Produit brut lait	-43 190	-40 305	-30 883	-30 188	-38 318
Δ Aides directes (2)	**51 907**	**40 910**	**42 571**	**40 514**	**50 304**
Δ Aides COP	-13 619	-14 396	-5 488	-3 334	-8 900
- dont céréales (hors maïs fourrage)	22 240	13 338	9 940	4 820	13 650
- dont oléo-protéagineux	91	34	-214	-55	67
- dont jachères	-4 064	-2 220	-1 369	-644	-2 395
- dont maïs fourrage	-31 885	-25 548	-13 846	-7 454	-20 222
Δ Primes aux bovins mâles	14 155	7 004	2 166	2 104	9 006
Δ Primes aux vaches allaitantes	141	0	892	214	300
Δ Aides aux vaches laitières	51 229	48 302	45 002	41 530	49 898
Δ Charges culturales COP (3)	**1 256**	**945**	**610**	**457**	**1 105**
Δ Charges aliments concentrés (4)	**-4 586**	**-3 365**	**-2 887**	**-3 452**	**-4 038**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion (en francs par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Produits d'exploitation 1996	628 871	561 166	407 005	418 878	534 232
Produits d'exploitation 2000	542 567	486 953	349 876	366 149	463 148
Δ produits d'exploitation (%)	**-13,7**	**-13,2**	**-14,0**	**-12,6**	**-13,3**
Valeur ajoutée brute 1996	229 229	229 163	155 498	176 876	205 785
Valeur ajoutée brute 2000	146 257	157 369	100 646	127 141	137 633
Δ Valeur ajoutée brute (%)	**-56,7**	**-45,6**	**-54,5**	**-39,1**	**-49,5**
Excédent brut d'exploitation 1996	280 722	262 155	194 217	222 362	248 973
Excédent brut d'exploitation 2000	249 656	231 272	181 936	213 141	231 126
Δ Excédent brut d'exploitation (%)	**-11,1**	**-11,8**	**-6,3**	**-4,1**	**-7,2**
Résultat courant 1996	186 754	176 925	116 790	146 025	158 330
Résultat courant 2000	155 689	146 042	104 510	136 804	140 482
Δ Résultat courant (%)	**-16,6**	**-17,5**	**-10,5**	**-6,3**	**-11,3**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations laitières spécialisées (OTEX 41) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**9 050**	**18 000**	**3 500**	**7 750**	**76 200**
Aides directes 1996	65 332	44 077	54 173	50 798	55 542
Aides directes 2000	117 238	84 988	96 744	91 312	105 846
Variation d'aides directes 1996-2000 (%)	79	93	79	80	91
Aides directes / hectare (1996)	1 260	1 080	1 182	1 136	1 109
Aides directes / hectare (2000)	2 261	2 081	2 110	2 042	2 114
Aides à l'élevage (*) / ha de SFP (1996)	1 000	907	1 008	988	870
Aides à l'élevage / ha de SFP (2000)	1 819	1 824	1 902	1 919	1 799
Aides directes / EBE (1996) - En %	23	17	28	23	22
Aides directes / EBE (2000) - En %	47	37	53	43	46
Aides directes / résultat (1996) - En %	35	25	46	35	35
Aides directes / résultat (2000) - En %	75	58	93	67	75

(*) Aides à l'élevage = PMTVA+PSBM+Aides vaches laitières + Primes aux superficies de maïs fourrage + Aides agri-environnementales+Indemnités de handicaps géographiques

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Annexe n°5 : Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42)

- Résultats moyens par exploitation agricole (4 régions + total France)

P64- L'assolement

P65- Le cheptel

P66- La production agricole (1996)

P67- Les aides directes (1996)

P68- Les résultats économiques (1996)

P69- L'impact détaillé du projet Agenda 2000

P70- L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion

P71- L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

L'assolement 1996 (en hectares par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Superficie agricole utile	**52,0**	**25,5**	**51,8**	**46,7**	**68,2**
SCOP (hors maïs fourrage)	**7,4**	**2,8**	**4,8**	**8,1**	**6,7**
- dont céréales	6,9	2,7	4,7	7,8	6,3
- dont oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
- dont protéagineux	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
- dont jachères	0,5	0,1	0,0	0,3	0,3
SFP (y. c. maïs fourrage)	**44,8**	**22,8**	**47,3**	**39,0**	**61,5**
- dont prairies permanentes	16,2	1,6	32,0	23,4	36,9
- dont prairies temporaires	20,9	17,6	12,1	12,2	18,6
- dont maïs fourrage	7,5	3,5	1,3	3,4	2,9
SCOP / SAU (%)	14,3	10,9	9,2	17,3	9,8
SFP / SAU (%)	86,2	89,4	91,2	83,5	90,2
Maïs fourrage / SFP (%)	16,6	15,4	2,8	8,6	4,7

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Le cheptel et le rendement laitier 1996

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Marge brute standard (UCE)	29 927	23 905	20 936	24 809	31 296
UGB herbivores (effectif moyen)	73,0	75,3	56,6	60,3	75,8
UGB bovins	72,9	75,3	56,2	60,0	74,1
Vaches allaitantes	39,0	23,1	40,6	24,1	44,4
Vaches laitières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bovins mâles 1 à 2 ans	13,8	9,7	1,7	3,5	6,6
Bovins mâles plus de 2 ans	2,1	1,1	1,5	1,5	2,8
Chargement (UGB Herbivore/ha SFP)	1,63	3,31	1,20	1,55	1,23

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

La production agricole 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Produits d'exploitation	**348 838**	**264 846**	**189 828**	**235 182**	**283 718**
Produit brut COP	**20 245**	**8 326**	**5 551**	**23 687**	**10 575**
- dont céréales	19 872	8 326	5 146	23 529	10 007
- dont oléagineux	0	0	405	159	525
- dont protéagineux	373	0	0	0	43
Produit brut bovin	**265 747**	**247 046**	**173 624**	**180 397**	**245 524**
- dont viande bovine	265 747	247 046	173 624	180 395	245 469
- dont lait	0	0	0	2	55
Produit brut ovins	**97**	**0**	**111**	**596**	**3 572**
Produit brut hors-sol	**34 017**	**0**	**4 472**	**11 164**	**8 918**
PB COP / Produits d'exploitation (%)	5,8	3,1	2,9	10,1	3,7
PB bovin / Produits d'exploitation (%)	76,2	93,3	91,5	76,7	86,5
PB Hors-sol / Produits d'exploitation (%)	9,8	0,0	2,4	4,7	3,1

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les aides directes 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Aides directes totales	**107 527**	**59 985**	**106 094**	**95 730**	**126 169**
Aides COP (hors maïs fourrage)	**10 960**	**3 046**	**6 600**	**15 103**	**10 921**
- dont céréales (hors maïs fourrage)	9 470	2 756	6 546	14 172	9 389
- dont oléo-protéagineux	267	0	0	283	857
- dont jachères	1 224	290	54	649	674
Aides à l'élevage	**87 123**	**50 453**	**86 320**	**65 575**	**103 573**
- dont primes vaches allaitantes	50 703	28 677	51 207	30 656	57 547
- dont primes spéciales bovins mâles	18 024	14 206	5 199	9 382	15 122
- dont primes compensatrices ovines	186	0	75	334	1 604
- dont indemnités de handicaps naturels	0	0	19 471	9 388	10 888
- dont mesures agri-environnementales	2 087	0	7 538	8 539	12 116
- dont aides maïs fourrage	16 123	7 569	2 831	7 276	6 296
Autres aides directes	**9 444**	**6 486**	**13 174**	**15 052**	**11 675**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les résultats économiques 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Unité de travail agricole (UTA)	1,35	1,13	1,41	1,26	1,38
Unité de travail agricole familial (UTAF)	1,32	1,11	1,40	1,23	1,34
Produits d'exploitation	348 838	264 846	189 828	235 182	283 718
Valeur ajoutée brute	82 983	110 930	54 846	69 414	79 842
Subventions d'exploitation	107 527	59 985	106 094	95 730	126 169
Excédent brut d'exploitation	179 515	165 715	157 665	158 936	196 757
Dotations aux amortissements	43 622	37 287	48 695	40 101	53 829
Faris financiers	22 298	21 994	10 295	6 782	16 143
Résultat courant	116 914	107 706	99 056	113 018	129 306
EBE / produits d'exploitation (%)	51	63	83	68	69
Produits d'exploitation par UTA	258 399	234 377	134 629	186 652	205 593
Résultat courant par UTAF	88 571	97 032	70 755	91 885	96 497

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact détaillé du projet Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Δ EBE 2000-1996 (=1+2+3+4)	**-40 325**	**-45 026**	**-24 247**	**-35 995**	**-29 747**
Δ Produits d'exploitation (1)	**-82 588**	**-75 540**	**-53 122**	**-58 263**	**-75 125**
Δ Produit brut COP	-2 864	-1 426	-1 035	-4 144	-1 479
- dont blé	-2 585	-857	-738	-1 689	-1 053
- dont autres céréales	-361	-569	-297	-2 480	-482
- dont oléagineux	0	0	0	25	47
- dont protéagineux	82	0	0	0	9
Δ Produit brut viande bovine	-79 724	-74 114	-52 087	-54 119	-73 641
Δ Produit brut lait	0	0	0	0	-6
Δ Aides directes (2)	**39 217**	**29 730**	**27 858**	**21 710**	**44 235**
Δ Aides COP	-9 117	-4 881	-341	-2 461	131
- dont céréales (hors maïs fourrage)	8 180	2 979	2 485	5 511	7 440
- dont oléo-protéagineux	49	0	58	-47	-339
- dont jachères	-1 224	-290	-54	-649	-674
- dont maïs fourrage	-16 123	-7 569	-2 831	-7 276	-6 296
Δ Primes aux bovins mâles	30 859	24 126	10 430	13 059	24 082
Δ Primes aux vaches allaitantes	17 475	10 485	17 770	11 082	20 009
Δ Aides aux vaches laitières	0	0	0	31	12
Δ Charges culturales COP (3)	**582**	**336**	**16**	**434**	**787**
Δ Charges aliments concentrés (4)	**-3 628**	**-1 119**	**-1 034**	**-991**	**-1 931**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Produits d'exploitation 1996	348 838	264 846	189 828	235 182	283 718
Produits d'exploitation 2000	266 250	189 306	136 705	176 919	208 593
Δ produits d'exploitation (%)	**-23,7**	**-28,5**	**-28,0**	**-24,8**	**-26,5**
Valeur ajoutée brute 1996	82 983	110 930	54 846	69 414	79 842
Valeur ajoutée brute 2000	3 442	36 174	2 741	11 708	5 861
Δ Valeur ajoutée brute (%)	**ns**	**ns**	**ns**	**ns**	**ns**
Excédent brut d'exploitation 1996	179 515	165 715	157 665	158 936	196 757
Excédent brut d'exploitation 2000	139 190	120 689	133 418	122 940	167 010
Δ Excédent brut d'exploitation (%)	**-22,5**	**-27,2**	**-15,4**	**-22,6**	**-15,1**
Résultat courant 1996	116 914	107 706	99 056	113 018	129 306
Résultat courant 2000	76 589	62 679	74 809	77 023	99 560
Δ Résultat courant (%)	**-34,5**	**-41,8**	**-24,5**	**-31,8**	**-23,0**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations spécialisées en viande bovine (OTEX 42) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**5 320**	**1 690**	**4 480**	**2 430**	**42 500**
Aides directes 1996	107 527	59 985	106 094	95 730	126 169
Aides directes 2000	146 744	89 715	133 952	117 441	170 403
Variation d'aides directes 1996-2000 (%)	36	50	26	23	35
Aides directes / hectare (1996)	2 069	2 360	2 094	2 049	1 923
Aides directes / hectare (2000)	2 824	3 529	2 644	2 514	2 597
Aides à l'élevage (*) / ha de SFP (1996)	1 944	2 216	1 870	1 681	1 749
Aides à l'élevage / ha de SFP (2000)	2 663	3 403	2 420	2 115	2 388
Aides directes / EBE (1996) - En %	60	36	67	60	64
Aides directes / EBE (2000) - En %	105	74	100	96	102
Aides directes / résultat (1996) - En %	92	56	107	85	98
Aides directes / résultat (2000) - En %	192	143	179	152	171

(*) Aides à l'élevage = PMTVA+PSBM+Aides vaches laitières + Primes aux superficies de maïs fourrage + Aides agri-environnementales+Indemnités de handicaps géographiques

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Annexe n°6 : Exploitations spécialisées en lait-viande (OTEX 43)

- Résultats moyens par exploitation agricole (4 régions + total France)

P73- L'assolement

P74- Le cheptel

P75- La production agricole (1996)

P76- Les aides directes (1996)

P77- Les résultats économiques (1996)

P78- L'impact détaillé du projet Agenda 2000

P79- L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion

P80- L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

L'assolement 1996 (en hectares par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Superficie agricole utile	**69,0**	**52,4**	**ns**	**65,6**	**70,0**
SCOP (hors maïs fourrage)	**13,8**	**12,2**	**ns**	**8,7**	**14,5**
- dont céréales	11,0	11,0	ns	7,2	12,1
- dont oléagineux	0,4	0,1	ns	0,6	0,7
- dont protéagineux	0,2	0,0	ns	0,0	0,1
- dont jachères	2,2	1,1	ns	0,8	1,5
SFP (y. c. maïs fourrage)	**55,1**	**40,3**	**ns**	**56,6**	**55,5**
- dont prairies permanentes	17,8	6,8	ns	31,0	31,1
- dont prairies temporaires	22,5	18,6	ns	11,2	13,2
- dont maïs fourrage	14,7	14,2	ns	5,3	10,4
SCOP / SAU (%)	20,0	23,3	ns	13,2	20,7
SFP / SAU (%)	79,7	76,8	ns	86,3	79,3
Maïs fourrage / SFP (%)	26,7	35,2	ns	9,4	18,7

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Le cheptel 1996

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Marge brute standard (UCE)	49 210	46 668	ns	37 073	46 594
UGB herbivores (effectif moyen)	89,6	83,5	ns	62,0	82,9
UGB bovins	89,4	83,5	ns	61,0	82,3
Vaches allaitantes	20,7	11,5	ns	12,9	16,9
Vaches laitières	26,0	28,5	ns	24,4	27,3
Bovins mâles 1 à 2 ans	16,9	13,1	ns	2,7	12,7
Bovins mâles plus de 2 ans	5,3	6,0	ns	1,1	4,4
Chargement (UGB Herbivore/ha SFP)	1,63	2,07	ns	1,10	1,49
Production de lait (Kg)	129 718	152 473	ns	108 724	138 125
Rendement laitier (kg de lait / vache laitière)	4 995	5 359	ns	4 463	5 058

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

La production agricole 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Produits d'exploitation	**603 470**	**613 789**	**ns**	**381 385**	**557 533**
Produit brut COP	**33 120**	**32 710**	**ns**	**12 676**	**38 523**
- dont céréales	31 168	32 710	ns	11 024	35 851
- dont oléagineux	1 458	0	ns	1 652	2 298
- dont protéagineux	494	0	ns	0	374
Produit brut bovin	**504 785**	**512 415**	**ns**	**324 800**	**474 481**
- dont viande bovine	235 248	197 353	ns	98 637	189 985
- dont lait	269 537	315 061	ns	226 163	284 496
Produit brut ovins	**282**	**0**	**ns**	**299**	**1 496**
Produit brut hors-sol	**13 107**	**47 348**	**ns**	**24 797**	**14 441**
PB COP / Produits d'exploitation (%)	5,5	5,3	ns	3,3	6,9
PB bovin / Produits d'exploitation (%)	83,6	83,5	ns	85,2	85,1
PB Hors-sol / Produits d'exploitation (%)	2,2	7,7	ns	6,5	2,6

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les aides directes 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Aides directes totales	**103 617**	**81 334**	**ns**	**80 363**	**99 044**
Aides COP (hors maïs fourrage)	**26 004**	**17 146**	**ns**	**14 967**	**27 656**
- dont céréales (hors maïs fourrage)	18 234	13 929	ns	10 796	21 138
- dont oléo-protéagineux	2 128	276	ns	1 996	2 020
- dont jachères	5 642	2 941	ns	2 175	4 499
Aides à l'élevage	**74 596**	**57 868**	**ns**	**60 570**	**66 198**
- dont primes vaches allaitantes	18 111	5 739	ns	16 236	13 889
- dont primes spéciales bovins mâles	23 827	21 452	ns	2 383	18 754
- dont primes compensatrices ovines	147	0	ns	223	536
- dont indemnités de handicaps naturels	130	0	ns	19 954	6 567
- dont mesures agri-environnementales	613	63	ns	10 241	4 033
- dont aides maïs fourrage	31 768	30 614	ns	11 532	22 419
Autres aides directes	**3 017**	**6 320**	**ns**	**4 826**	**5 190**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les résultats économiques 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Unité de travail agricole (UTA)	1,58	1,61	ns	1,68	1,66
Unité de travail agricole familial (UTAF)	1,57	1,58	ns	1,64	1,59
Produits d'exploitation	603 470	613 789	ns	381 385	557 533
Valeur ajoutée brute	206 658	218 494	ns	121 517	197 900
Subventions d'exploitation	103 617	81 334	ns	80 363	99 044
Excédent brut d'exploitation	299 029	291 059	ns	205 911	281 996
Dotations aux amortissements	73 359	95 074	ns	77 027	82 162
Faris financiers	22 280	28 456	ns	13 870	24 507
Résultat courant	205 766	173 628	ns	117 761	178 974
EBE / produits d'exploitation (%)	50	47	ns	54	51
Produits d'exploitation par UTA	381 943	381 235	ns	227 015	335 863
Résultat courant par UTAF	131 061	109 891	ns	71 806	112 562

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact détaillé du projet Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Δ EBE 2000-1996 (=1+2+3+4)	**-28 117**	**-25 961**	**ns**	**-13 449**	**-20 212**
Δ Produits d'exploitation (1)	**-98 389**	**-94 366**	**ns**	**-52 351**	**-88 351**
Δ Produit brut COP	-861	-3 654	ns	-143	-2 906
- dont blé	-2 328	-3 238	ns	-496	-2 665
- dont autres céréales	679	-416	ns	-106	-597
- dont oléagineux	710	0	ns	460	308
- dont protéagineux	77	0	ns	0	47
Δ Produit brut viande bovine	-70 574	-59 206	ns	-29 591	-56 995
Δ Produit brut lait	-26 954	-31 506	ns	-22 616	-28 450
Δ Aides directes (2)	**67 257**	**64 386**	**ns**	**36 845**	**65 398**
Δ Aides COP	-12 495	-16 222	ns	-4 978	-7 993
- dont céréales (hors maïs fourrage)	24 826	17 315	ns	8 795	18 444
- dont oléo-protéagineux	89	18	ns	-65	480
- dont jachères	-5 642	-2 941	ns	-2 175	-4 499
- dont maïs fourrage	-31 768	-30 614	ns	-11 532	-22 419
Δ Primes aux bovins mâles	37 189	37 797	ns	2 822	29 954
Δ Primes aux vaches allaitantes	5 651	2 382	ns	4 385	4 633
Δ Aides aux vaches laitières	36 911	40 430	ns	34 616	38 805
Δ Charges culturales COP (3)	**2 237**	**1 266**	**ns**	**1 449**	**1 859**
Δ Charges aliments concentrés (4)	**-5 252**	**-5 284**	**ns**	**-3 504**	**-4 601**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion (en francs par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Produits d'exploitation 1996	603 470	613 789	ns	381 385	557 533
Produits d'exploitation 2000	505 081	519 422	ns	329 035	469 182
Δ produits d'exploitation (%)	**-16,3**	**-15,4**	**ns**	**-13,7**	**-15,8**
Valeur ajoutée brute 1996	206 658	218 494	ns	121 517	197 900
Valeur ajoutée brute 2000	111 284	128 147	ns	71 223	112 290
Δ Valeur ajoutée brute (%)	**-85,7**	**-70,5**	**ns**	**-70,6**	**-76,2**
Excédent brut d'exploitation 1996	299 029	291 059	ns	205 911	281 996
Excédent brut d'exploitation 2000	270 913	265 098	ns	192 461	261 784
Δ Excédent brut d'exploitation (%)	**-9,4**	**-8,9**	**ns**	**-6,5**	**-7,2**
Résultat courant 1996	205 766	173 628	ns	117 761	178 974
Résultat courant 2000	177 650	147 667	ns	104 312	158 762
Δ Résultat courant (%)	**-13,7**	**-15,0**	**ns**	**-11,4**	**-11,3**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations Lait-Viande (OTEX 43) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**4 930**	**1 950**	**700**	**1 070**	**19 200**
Aides directes 1996	103 617	81 334	ns	80 363	99 044
Aides directes 2000	170 874	145 721	ns	117 208	164 442
Variation d'aides directes 1996-2000 (%)	65	79	ns	46	66
Aides directes / hectare (1996)	1 505	1 579	ns	1 415	1 432
Aides directes / hectare (2000)	2 481	2 829	ns	2 064	2 378
Aides à l'élevage (*) / ha de SFP (1996)	1 357	1 462	ns	1 255	1 206
Aides à l'élevage / ha de SFP (2000)	2 230	2 725	ns	1 883	2 135
Aides directes / EBE (1996) - En %	35	28	ns	39	35
Aides directes / EBE (2000) - En %	63	55	ns	61	63
Aides directes / résultat (1996) - En %	50	47	ns	68	55
Aides directes / résultat (2000) - En %	96	99	ns	112	104

(*) Aides à l'élevage = PMTVA+PSBM+Aides vaches laitières + Primes aux superficies de maïs fourrage + Aides agri-environnementales+Indemnités de handicaps géographiques

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Annexe n°7 : Exploitations Elevage-cultures (OTEX 44+60+71+81+82)

- Résultats moyens par exploitation agricole (4 régions + total France)

P82- L'assolement

P83- Le cheptel

P84- La production agricole (1996)

P85- Les aides directes (1996)

P86- Les résultats économiques (1996)

P87- L'impact détaillé du projet Agenda 2000

P88- L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion

P89- L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000

L'assolement 1996 (en hectares par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Superficie agricole utile	**69,4**	**47,0**	**52,7**	**42,7**	**66,0**
SCOP (hors maïs fourrage)	**33,6**	**19,5**	**16,8**	**15,2**	**27,9**
- dont céréales	23,6	15,7	12,9	11,9	20,3
- dont oléagineux	5,4	0,8	2,3	1,5	4,0
- dont protéagineux	0,5	0,8	0,3	0,3	0,7
- dont jachères	4,1	2,3	1,4	1,4	2,9
SFP (y. c. maïs fourrage)	**33,8**	**23,6**	**33,7**	**25,0**	**34,8**
- dont prairies permanentes	10,1	3,2	14,1	13,6	16,2
- dont prairies temporaires	13,6	12,8	15,1	5,4	10,3
- dont maïs fourrage	9,6	7,3	1,5	1,8	4,8
SCOP / SAU (%)	48,4	41,5	31,9	35,5	42,3
SFP / SAU (%)	48,7	50,3	64,1	58,6	52,8
Maïs fourrage / SFP (%)	28,4	30,8	4,5	7,0	13,7

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Le cheptel et le rendement laitier 1996

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Marge brute standard (UCE)	62 181	46 398	36 624	34 091	51 190
UGB herbivores (effectif moyen)	55,0	35,2	39,5	25,5	46,6
UGB bovins	51,3	34,0	18,1	16,7	35,3
Vaches allaitantes	13,3	3,7	11,2	2,5	10,0
Vaches laitières	14,3	17,1	2,7	7,6	11,2
Bovins mâles 1 à 2 ans	4,7	2,8	0,2	0,9	3,0
Bovins mâles plus de 2 ans	0,9	0,5	0,4	0,5	1,0
Chargement (UGB Herbivore/ha SFP)	1,63	1,49	1,17	1,02	1,34
Production de lait (Kg)	85 716	101 626	14 255	35 952	63 302
Rendement laitier (kg de lait / vache laitière)	6 003	5 936	5 379	4 737	5 632

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

La production agricole 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Produits d'exploitation	**804 953**	**679 021**	**373 111**	**347 641**	**558 832**
Produit brut COP	**112 174**	**65 040**	**51 916**	**53 334**	**102 492**
- dont céréales	95 365	60 386	45 380	47 485	86 916
- dont oléagineux	15 048	1 976	6 202	4 961	12 854
- dont protéagineux	1 762	2 677	334	887	2 722
Produit brut bovin	**316 815**	**280 672**	**77 353**	**105 011**	**214 038**
- dont viande bovine	141 789	72 536	48 820	31 589	84 605
- dont lait	175 026	208 136	28 534	73 422	129 433
Produit brut ovins	**8 616**	**1 365**	**50 703**	**12 980**	**26 367**
Produit brut hors-sol	**247 710**	**191 568**	**40 041**	**34 115**	**73 787**
PB COP / Produits d'exploitation (%)	13,9	9,6	13,9	15,3	18,3
PB bovin / Produits d'exploitation (%)	39,4	41,3	20,7	30,2	38,3
PB Hors-sol / Produits d'exploitation (%)	30,8	28,2	10,7	9,8	13,2

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les aides directes 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Aides directes totales	**134 446**	**66 568**	**112 151**	**69 390**	**123 793**
Aides COP (hors maïs fourrage)	**74 734**	**37 197**	**37 339**	**31 152**	**65 032**
- dont céréales (hors maïs fourrage)	43 362	26 388	24 025	20 402	40 632
- dont oléo-protéagineux	18 699	4 589	9 717	6 947	14 917
- dont jachères	12 672	6 221	3 598	3 803	9 483
Aides à l'élevage	**51 400**	**24 475**	**64 545**	**33 856**	**50 370**
- dont primes vaches allaitantes	17 176	4 295	14 401	3 642	11 932
- dont primes spéciales bovins mâles	8 554	2 783	475	1 700	5 212
- dont primes compensatrices ovines	1 600	488	25 312	10 273	12 962
- dont indemnités de handicaps naturels	48	0	14 346	9 868	6 346
- dont mesures agri-environnementales	3 277	1 183	6 749	4 570	3 629
- dont aides maïs fourrage	20 745	15 725	3 262	3 804	10 289
Autres aides directes	**8 312**	**4 897**	**10 266**	**4 381**	**8 391**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

Les résultats économiques 1996 (en francs par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Unité de travail agricole (UTA)	1,91	1,57	1,82	1,61	1,74
Unité de travail agricole familial (UTAF)	1,72	1,50	1,65	1,49	1,58
Produits d'exploitation	804 953	679 021	373 111	347 641	558 832
Valeur ajoutée brute	271 671	250 422	130 283	125 309	190 993
Subventions d'exploitation	134 446	66 568	112 151	69 390	123 793
Excédent brut d'exploitation	379 049	301 546	220 136	179 737	289 792
Dotations aux amortissements	106 945	74 393	71 283	58 848	89 577
Faris financiers	42 222	32 859	14 392	11 188	25 847
Résultat courant	234 608	199 320	137 577	111 741	179 057
EBE / produits d'exploitation (%)	47	44	59	52	52
Produits d'exploitation par UTA	421 442	432 497	205 006	215 926	321 168
Résultat courant par UTAF	136 400	132 880	83 380	74 994	113 327

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact détaillé du projet Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Δ EBE 2000-1996 (=1+2+3+4)	**-33 518**	**-16 377**	**-13 035**	**-9 697**	**-19 587**
Δ Produits d'exploitation (1)	**-68 064**	**-46 959**	**-21 887**	**-21 550**	**-45 897**
Δ Produit brut COP	-8 024	-4 385	-4 387	-4 732	-7 572
- dont blé	-5 408	-2 660	-1 425	-1 612	-5 098
- dont autres céréales	-4 289	-2 448	-3 871	-3 980	-4 195
- dont oléagineux	1 459	289	861	701	1 437
- dont protéagineux	213	435	47	159	284
Δ Produit brut viande bovine	-42 537	-21 761	-14 646	-9 477	-25 382
Δ Produit brut lait	-17 503	-20 814	-2 853	-7 342	-12 943
Δ Aides directes (2)	**32 128**	**27 062**	**9 565**	**12 953**	**28 300**
Δ Aides COP	-6 863	-4 690	356	-599	-188
- dont céréales (hors maïs fourrage)	27 732	16 907	9 246	8 331	20 398
- dont oléo-protéagineux	-1 177	349	-2 030	-1 323	-815
- dont jachères	-12 672	-6 221	-3 598	-3 803	-9 483
- dont maïs fourrage	-20 745	-15 725	-3 262	-3 804	-10 289
Δ Primes aux bovins mâles	12 888	5 847	934	1 662	8 295
Δ Primes aux vaches allaitantes	5 814	1 574	4 516	1 101	4 222
Δ Aides aux vaches laitières	20 289	24 331	3 759	10 788	15 972
Δ Charges culturales COP (3)	**6 528**	**4 050**	**3 219**	**3 185**	**6 280**
Δ Charges aliments concentrés (4)	**-8 945**	**-7 571**	**-2 506**	**-2 086**	**-4 290**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'impact du projet Agenda 2000 sur les soldes intermédiaires de gestion (en francs par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Produits d'exploitation 1996	804 953	679 021	373 111	347 641	558 832
Produits d'exploitation 2000	736 890	632 062	351 225	326 090	512 934
Δ produits d'exploitation (%)	**-8,5**	**-6,9**	**-5,9**	**-6,2**	**-8,2**
Valeur ajoutée brute 1996	271 671	250 422	130 283	125 309	190 993
Valeur ajoutée brute 2000	206 025	206 984	107 683	102 659	143 105
Δ Valeur ajoutée brute (%)	**-31,9**	**-21,0**	**-21,0**	**-22,1**	**-33,5**
Excédent brut d'exploitation 1996	379 049	301 546	220 136	179 737	289 792
Excédent brut d'exploitation 2000	345 531	285 169	207 101	170 040	270 205
Δ Excédent brut d'exploitation (%)	**-8,8**	**-5,4**	**-5,9**	**-5,4**	**-6,8**
Résultat courant 1996	234 608	199 320	137 577	111 741	179 057
Résultat courant 2000	201 091	182 943	124 542	102 043	159 470
Δ Résultat courant (%)	**-14,3**	**-8,2**	**-9,5**	**-8,7**	**-10,9**

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)

L'évolution du poids des aides directes entre 1996 et Agenda 2000 (en francs par exploitation)

- Exploitations Elevage et cultures (OTEX 44+60+71+81+82) -

	Pays de la Loire	Bretagne	Midi-Pyrénées	Rhônes-Alpes	France
Nombre d'exploitations	**8 710**	**7 020**	**16 440**	**8 090**	**103 800**
Aides directes 1996	134 446	66 568	112 151	69 390	123 793
Aides directes 2000	166 574	93 629	121 715	82 342	152 093
Variation d'aides directes 1996-2000 (%)	24	41	9	19	23
Aides directes / hectare (1996)	1 995	1 554	2 309	1 911	2 054
Aides directes / hectare (2000)	2 471	2 185	2 505	2 268	2 524
Aides à l'élevage (*) / ha de SFP (1996)	1 528	1 043	2 020	1 587	1 555
Aides à l'élevage / ha de SFP (2000)	2 070	1 726	2 206	2 044	2 116
Aides directes / EBE (1996) - En %	35	22	51	39	43
Aides directes / EBE (2000) - En %	48	33	59	48	56
Aides directes / résultat (1996) - En %	57	33	82	62	69
Aides directes / résultat (2000) - En %	83	51	98	81	95

(*) Aides à l'élevage = PMTVA+PSBM+Aides vaches laitières + Primes aux superficies de maïs fourrage + Aides agri-environnementales+Indemnités de handicaps géographiques

Sources : RICA France / INRA LERECO Nantes (programme INRA-DADP)